

# Savoir(s)

LE MAGAZINE D'INFORMATION DE L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

n°12 Octobre 2011 Trimestriel 1,50 €

## La pauvreté étudiante : mythe ou réalité ?

Conectus Alsace® change de braquet  
pour accélérer l'innovation

L'université à la recherche  
de ses œuvres d'art

Détecter un cancer  
par une simple prise de sang ?

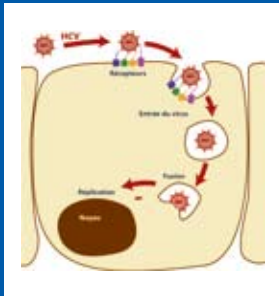
UNIVERSITÉ DE STRASBOURG



La pauvreté étudiante : mythe ou réalité ? 7/12



Mener l'enquête 8  
 Chiffres moyens mensuels des dépenses d'un étudiant 8  
 Logement : les étudiants s'adaptent 9  
 Une santé qui rime avec précarité ? 10  
 Travailler, c'est trop dur... 11  
 Prostitution des étudiants : marginale mais réelle 12



**ACTUALITÉS**  
 Du 10 au 14 octobre : une semaine dédiée à la mobilité internationale 3  
 L'Université de Strasbourg décroche l'Idex ! 3  
 Le guide Ulysse sort de ses cartons 3  
 Ne sortez plus sans votre Carte culture 3



**RECHERCHE-FORMATION**  
 Une bibliothèque venue d'Amérique 4  
 Halte au virus de l'hépatite C 4  
 Détecter un cancer par une simple prise de sang ? 5  
 La chémoinformatique : une montée en puissance chimique 6



**UN AUTEUR - UN LIVRE**  
 Philippe Hamman  
 Un grand projet urbain nommé tramway 13

**INNOVATION**  
 Conectus Alsace change de braquet pour accélérer l'innovation 14  
 Médecin, c'est un métier 15



**CULTURE**  
 L'université à la recherche de ses œuvres d'art 16  
 L'université et les nouveaux médias 17  
 La Grande Guerre en ligne 17



**COMMUNAUTÉ UNIVERSITAIRE**  
 90.7 de 14h à 2h du matin, c'est Radio en Construction 18  
 L'intégration désintégrée ? 18  
 Attention, arbre remarquable ! 19



**GOVERNANCE**  
 UHA-Unistra : rattachement et plus si affinités 20/21

**RETOUR AUX SOURCES**  
 Les statues du Palais U 22

**L'UNIVERSITÉ ET LA CITÉ**  
 Des rapaces en plein campus 23

**LIBRE OPINION**  
 Démocratisation du savoir et formation continue 23

**PORTRAIT**  
 Claudine Berst  
 Qu'est-ce qui fait courir Claudine ? 24

édito

Une fois n'est pas coutume, ce dossier du numéro de rentrée n'est pas consacré à un sujet scientifique, que nous explorons habituellement en empruntant des chemins disciplinaires différents. Le thème de cette partie centrale du magazine est celui de la pauvreté étudiante. Cette question a été abordée sans parti pris, avec une vraie volonté journalistique de comprendre et d'informer sur ce phénomène. Un tel choix est bien dans la vocation de *Savoir(s)*, qui n'est ni de tomber dans la communication triomphaliste, ni d'exacerber le misérabilisme. Il était tout simplement nécessaire d'informer la communauté universitaire, et au-delà, de la situation réelle que connaît le monde étudiant strasbourgeois. On le verra, nos spécificités en la matière ne sont pas toutes souhaitables. La présence de très nombreux étudiants étrangers, par exemple, est une caractéristique de l'Université de Strasbourg qu'il faudra mieux prendre en compte d'une manière ou d'une autre. Les conditions de vie des étudiants appellent une réflexion de fond. Rien ne sert dans ce domaine de se voiler la face, comme on pourrait être tenté de le faire en renvoyant le problème à la responsabilité individuelle de chacun, ou encore de jeter de l'huile sur le feu comme certaines organisations étudiantes peuvent à l'occasion le faire, pensant que si la cause est juste, tous les moyens sont bons pour la défendre. Si l'on veut être efficace, il faut être réaliste. Notre enquête est concordante sur un point essentiel avec ce que l'on sait, en cette rentrée, de la situation dans toutes les grandes villes universitaires : la question du logement est déterminante. Partout où l'État a pu intervenir (repas, frais d'inscription) les dégâts sont limités. Le secteur privé, mû par la vague immobilière spéculative qui touche l'ensemble du logement locatif, pèse pour une part déterminante sur le niveau de vie des étudiants. Un effort de réglementation calmerait bien des tensions. C'est aussi à l'université de se faire entendre dans ce domaine pour que les étudiants n'aient qu'un seul souci, celui d'étudier.

Philippe Breton  
 Directeur éditorial

> Université de Strasbourg  
 CS 90032 - 67081 Strasbourg  
 Cedex  
 > Tél. +33 (0)3 68 85 00 00  
 > Site web : www.unistra.fr  
 > Directeur de la publication : Alain Beretz  
 > Directeur éditorial et rédacteur en chef : Philippe Breton  
 Contact : breton@unistra.fr  
 > Coordination de la publication : Fanny Del

> Contact de la rédaction : Service communication de l'Université de Strasbourg  
 5 rue de l'Université  
 67000 Strasbourg  
 > Tél. +33 (0)3 68 85 11 40  
 > Comité de rédaction : Michèle Bauer ; Philippe Breton ; Mélanie Dahlent ; Fanny Del ; Jean-Marie Gachon ; Anne-Catherine Hauglustaine ; Caroline Laplane ; Anna Lazar ; Élodie Legrand ; Jean de Miscalut ; Myriam Niss ; Elsa Poupardin ; Frédéric Zinck.

> Ont participé à la rédaction de ce numéro : Philippe Breton ; Manon Corbin ; Fanny Del ; Corinne Fugler ; Jean-Marie Gachon ; Fanny Genest ; Caroline Laplane ; Élodie Legrand ; Jean de Miscalut ; Myriam Niss ; Frédéric Zinck.  
 > Crédits photos : Aude Baguet : p.16 - Bernard Braesch : p. 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 18, 19, 20, 21 et 24 - BNU Strasbourg : p. 17, Unistra/CNRS : p. 5 - Pascal Disdier : p. 22 - Fotolia/Guillaume Duris p.9/Nicolas Dumoulin p.10 - Pôle communication MISHA :

p.23 - Catherine Schröder : p. 1, 8, 10, 16  
 > Dessins : L'Amiral  
 > Conception graphique et maquette : Long Distance  
 > Imprimeur : Gyss  
 > Tirage : 15000 exemplaires  
 > ISSN : 2100-1766

> *Savoir(s)* est téléchargeable à partir du site de l'Université de Strasbourg www.unistra.fr.  
 > Pour envoyer vos suggestions au comité de rédaction, un courriel est à votre disposition : mag@unistra.fr.



## CARTE CULTURE



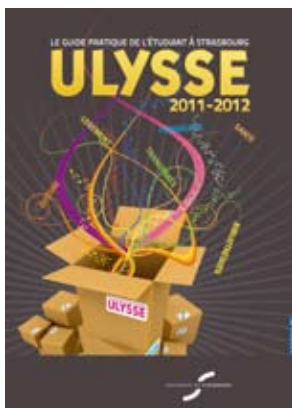
## NE SORTEZ PLUS SANS VOTRE CARTE CULTURE

Un concert à 5,50 euros, un ciné à 4 euros, un musée gratuit... Grâce à la Carte culture, les étudiants de l'Université de Strasbourg (Unistra) bénéficient de tarifs préférentiels sur leurs sorties culturelles en Alsace. Délivrée gratuitement à tout étudiant boursier ou inscrit pour la première fois à l'Unistra, elle ne coûte que 6,50 euros pour tous les autres. La Carte culture est une initiative des Services de l'action culturelle des universités de Strasbourg et de Haute-Alsace. La carte 2011/2012 reste valable jusqu'au 31 octobre 2012, excepté en juillet et en août, sauf pour les musées.

F.D.

★ Pour connaître le programme des spectacles accessibles au tarif Carte culture, rendez-vous sur [www.carte-culture.org](http://www.carte-culture.org)

## GUIDE



## LE GUIDE ULYSSE SORT DE SES CARTONS

Guide pratique de l'étudiant depuis plus de 20 ans, *Ulysse* sort de ses cartons pour vous donner encore et toujours une foule d'informations pratiques sur la vie des campus et plus généralement, à Strasbourg. Le guide s'enrichit cette année des pages Facebook et des comptes Twitter de ses partenaires. Les plans de la Boussole montrent également les premiers effets de l'Opération campus sur le campus central de l'Esplanade. Il est disponible aux points d'accueil, dans les scolarités et au SVU - Service de la vie universitaire.

F.D.

## EXCELLENCE

## L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG DÉCROCHE L'IDEX !

L'Université de Strasbourg (Unistra) et ses partenaires, le CNRS et l'Inserm, ont remporté, au tout début du mois de juillet, l'Initiative d'excellence pour leur projet global d'évolution de l'enseignement supérieur et de la recherche à Strasbourg. Le site universitaire strasbourgeois forme ainsi, avec le PRES "Paris sciences et lettres" et le PRES de Bordeaux, le premier cercle du club très fermé des universités d'excellence en France. Cette distinction vient couronner une série de succès remportés par l'Unistra aux différents appels à projets du programme lancé au printemps 2010 par le gouvernement\*.

"C'est à la fois la reconnaissance de notre excellence d'aujourd'hui, mais aussi de notre capacité à préparer l'excellence de demain", a estimé Alain Beretz, président de l'Unistra. Outre des moyens financiers accrus, l'Idex apporte à Strasbourg une reconnaissance qui améliore sa visibilité et son attractivité et peaufine sa réputation à l'échelle nationale et surtout internationale. Elle rejoint ainsi ses voisines allemandes de Fribourg et Karlsruhe, qui sont des universités d'excellence dans leur pays. Une situation qui offre l'opportunité de créer un triangle d'or européen de l'enseignement supérieur et de la recherche. "Et pourquoi pas, de poser les bases de la première université européenne du XXI<sup>e</sup> siècle ?", extrapole Alain Beretz.

C.L.

\* 5 équipements d'excellence, 4 infrastructures en biologie et santé, 2 projets en bio-informatique et nano-biotechnologies, un institut hospitalo-universitaire, 8 laboratoires d'excellence, une société d'accélération du transfert de technologie (SATT, cf. page 14), un institut Carnot, un projet d'usine école en formation par alternance.

## MOBILITÉ INTERNATIONALE



## DU 10 AU 14 OCTOBRE : UNE SEMAINE DÉDIÉE À LA MOBILITÉ INTERNATIONALE

Cette année, l'Université de Strasbourg donne rendez-vous à tous les étudiants qui souhaitent s'informer sur les possibilités d'études ou de stages à l'étranger, non plus une journée, mais durant toute une semaine !

Après le succès des quatre éditions précédentes de la Journée de la mobilité internationale, la manifestation coordonnée par la Direction des relations internationales (DRI) trouve son prolongement dans les composantes sous la forme de la Semaine de la mobilité internationale. Du 10 au 14 octobre 2011, les campus de l'Université de Strasbourg s'animent de stands d'information, de réunions thématiques, de rencontres avec des étudiants qui ont déjà tenté l'expérience... pour voir plus clair sur les destinations possibles dans le parcours d'études, les formalités administratives ou encore les différents dispositifs de bourses. Et pour ceux qui pensent que partir à l'étranger est un casse-tête administratif, la DRI ouvre ses portes les mercredi 12, jeudi 13 et vendredi 14 octobre toute la journée (campus central, bâtiment Le Patio). Le jeudi 13 octobre, la journée spéciale *Étudier au Québec* permettra de rencontrer directement les universités partenaires de la CREPUQ dans l'aula du Patio.



Pour en savoir plus et découvrir le programme complet de l'événement, consultez le site [www.unistra.fr](http://www.unistra.fr) rubrique **International**.

F.D.

# Une bibliothèque venue d'Amérique

En 1923, Mrs. Vesta Westover Channon, philanthrope fortunée de Chicago, décide de doter l'Université de Strasbourg d'une bibliothèque américaine.

[Myriam Niss]



Des centaines de livres, dont les 500 premiers sont tirés de la bibliothèque personnelle de la bienfaitrice, sont acheminés vers l'Alsace. Chaque ouvrage est numéroté et estampillé d'un ex-libris à l'effigie d'Abraham Lincoln avec une dédicace "à la glorieuse mémoire de Louis Pasteur", le scientifique français alors le plus connu aux États-Unis. "L'Université de Strasbourg était extrêmement médiati-

que, à ce moment historique du retour à la France de l'Alsace-Lorraine", rappelle Antoine Gaugler, qui se passionne pour l'histoire du fonds Channon et la reconstitution de son catalogue. Dans une lettre adressée au recteur en 1924, V.W. Channon s'explique sur ses motivations. Elle veut "réaliser à Strasbourg une collection aussi complète que possible de tous les ouvrages américains capables de faire connaître l'histoire, la vie, la science, la littérature et l'âme américaines". De plus, "les Alsaciens, en apprenant à connaître l'esprit d'une nation démocratique, devraient trouver des raisons d'aimer la France..." Et ses ambitions ne sont pas des plus modestes, puisqu'elle souhaite que la bibliothèque égale, voire surpasse, la bibliothèque américaine de la Sorbonne ! La bibliothèque américaine de l'Université de Strasbourg rassemble finalement entre 2000 et 3000 ouvrages, numérotés et soigneusement reliés. Ils sont répartis aujourd'hui entre la Bibliothèque des Langues, le Palais universitaire et la Faculté de médecine. "Mais beaucoup sont dispersés dans différents instituts", déplore Antoine Gaugler. "Pour reconstituer le catalogue complet, il faudrait pouvoir repérer tous ces ouvrages perdus". L'appel est lancé à tous ceux qui tomberaient par hasard sur un livre portant l'ex-libris caractéristique.

# Halte au virus de l'hépatite C

Sans symptômes apparents à ses débuts, l'hépatite C est une maladie du foie qui peut dégénérer en cirrhose ou cancer. Avec plus de 170 millions de cas répertoriés dans le monde, cette pathologie présente des enjeux sanitaires importants. Une équipe de l'Institut de virologie de Strasbourg vient d'identifier deux nouveaux facteurs favorisant l'entrée du virus dans les cellules, cibles potentielles pour des traitements innovants.

[Élodie Legrand]

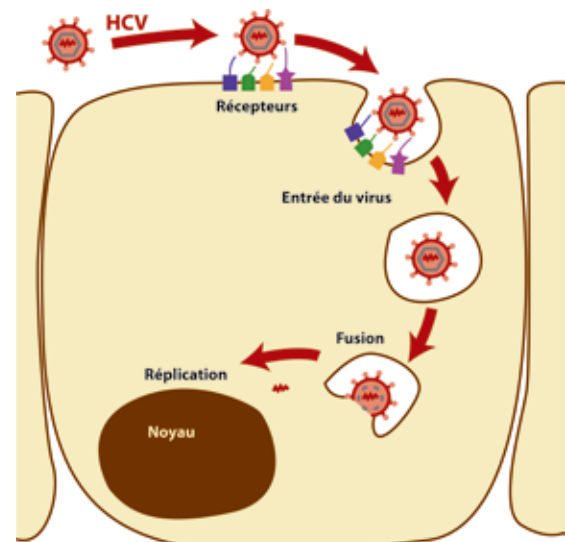
L'unité mixte de recherche S 748 - Interactions virus-hôte et maladies hépatiques, travaille depuis plusieurs années sur le virus de l'hépatite C (VHC). Joachim Lupberger et Mirjam Zeisel se souviennent : "Lorsque le professeur Thomas Baumert a pris la direction de l'unité en 2006, plusieurs facteurs liés à l'infection par VHC étaient déjà connus, mais on ignorait les mécanismes du processus de l'entrée du virus dans les cellules et il était évident que d'autres molécules restaient à découvrir". Aujourd'hui, Mirjam Zeisel est fière de préciser que les résultats actuels sont le fruit d'un véritable travail de groupe. "En plus d'équipes alsaciennes à l'Hôpital civil et l'IGBMC\*, nous avons collaboré avec les universités de Lyon, Birmingham, Glasgow, Freiburg, Hanovre et Boston. Au sein de notre équipe, chercheurs, ingénieurs, post-doctorants ou thésards, pas moins de 10 personnes ont été impliquées".

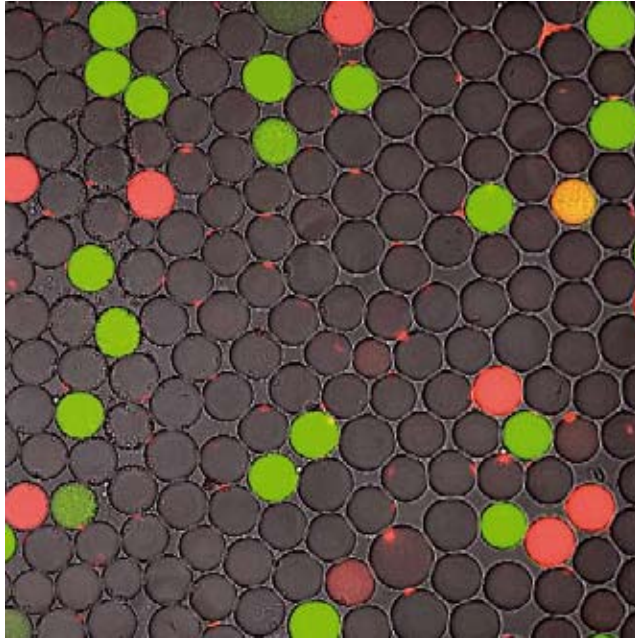
## Nouveaux facteurs d'entrée du virus

Les chercheurs ont focalisé leurs recherches sur un type de molécules, les kinases, ayant un rôle prépondérant dans de nombreux processus biologiques. Après plusieurs années de recherche en collaboration avec la plateforme de criblage haut débit de l'IGBMC, les chercheurs sont parvenus à identifier deux d'entre elles comme nouveaux facteurs de l'entrée du virus : EGFR et EphA2. Cette découverte contribue à une meilleure compréhension des mécanismes de la première étape-clé du cycle du VHC. Elle est d'autant plus intéressante que des molécules, erlotinib et dasatinib, qui inhibent respectivement EGFR et EphA2, sont déjà disponibles sur le marché, car déjà utilisées dans le traitement de cancers. De premiers tests *in vivo* avec l'erlotinib sont d'ailleurs probants et permettent de réduire significativement l'infection par le VHC. Des résultats encourageants qui laissent espérer le développement rapide de nouvelles thérapies. Des essais cliniques sont prévus à Strasbourg en 2012 à l'Hôpital civil.

\* Institut de génétique et de biologie moléculaire et cellulaire - UMR 7104 - Unistra/CNRS/Inserm  
Références de l'article : EGFR and EphA2 are host factors for hepatitis C virus entry and possible targets for antiviral therapy. *Nature Medicine*, 24 avril 2011

Le virus de l'hépatite C entre à l'intérieur des cellules du foie grâce à des récepteurs membranaires. Il fusionne ensuite avec les membranes de la cellule et son ARN est répliqué pour générer de nouveaux virus. Inhiber spécifiquement les récepteurs pourrait donc permettre d'empêcher l'entrée du virus dans la cellule et ainsi bloquer le cycle viral.





Les gouttelettes contenant de l'ADN avec un gène mutant apparaissent en vert, celles contenant de l'ADN sain, en rouge. Les gouttelettes ne contenant pas le gène cible sont incolores.

# Détecter un cancer par une simple prise de sang ?

**Diagnostiquer un cancer reste aujourd'hui complexe. Si des examens sanguins ou urinaires peuvent orienter vers quelques cancers, le diagnostic définitif ne peut se faire que par l'imagerie médicale et une biopsie. Une nouvelle technique développée par des biologistes, dont des chercheurs strasbourgeois, suscite désormais l'espoir de détecter un cancer et d'optimiser son traitement par simple échantillon de sang ou d'urine. Cette méthode fera l'objet d'une validation en essai clinique cette rentrée.**

[Fanny Genest]

**D**es chercheurs du CNRS, de l'Inserm, de l'Université de Strasbourg et de l'Université Paris Descartes, en collaboration avec une équipe allemande du *Max Planck Institute* (Göttingen) et une société américaine (*Raindance Technologies*), ont mis au point une technique capable de déceler d'infimes traces d'ADN tumoral présent dans les liquides biologiques (sang, lymphe, urine).

Lorsque les cellules tumorales meurent, elles déversent leur contenu dans le milieu extracellulaire. Ce contenu, en particulier l'ADN de ces cellules, se retrouve ensuite dans les liquides biologiques du patient.

L'ADN issu des cellules tumorales est généralement minoritaire dans ces liquides et peut représenter moins de 0,01% de tout l'ADN circulant. Trop infime jusqu'alors pour être décelable ! Après trois ans de recherche, l'équipe de biologistes a réussi à développer une procédure qui pourrait permettre de déceler des seuils d'ADN 20 000 fois inférieurs à ce qui se faisait avant en clinique.

*"De nombreuses mutations de gènes, apparaissant précocement dans certains cancers, ont été décrites. En détectant de manière sensible ces mutations dans les liquides biologiques, on peut déceler très rapidement ces cancers"*, explique

Valéry Taly, chercheur en biologie chimique ayant participé au développement de la technique (Unistra/CNRS).

## Le secret d'une prouesse technique

*"Il est difficile de détecter ces rares molécules d'ADN muté : c'est comme si vous cherchiez une seule personne au sein d'une foule. Notre technique permet d'emprisonner chaque molécule d'ADN contenant un gène cible au sein d'une microgouttelette"*, explique Deniz Pekin, doctorante en sciences chimiques à l'Université de Strasbourg. *"En analysant ensuite chaque gouttelette, on peut détecter et quantifier l'ADN issu de cellules tumorales"*, poursuit-elle.

Le travail des chercheurs a abouti à la conception d'une machine dans laquelle circule la solution d'ADN à analyser, permettant de compartimenter les molécules d'ADN dans de microgouttelettes.

L'ADN est ensuite amplifié et chaque gouttelette est analysée par laser. Grâce à des molécules fluorescentes introduites dans la solution, les gouttelettes contenant de l'ADN avec un gène mutant apparaissent par exemple en vert, celles contenant de l'ADN sain, en rouge.

Cette technique a été testée avec succès en laboratoire sur un oncogène, un gène associé au développement de certains cancers. Un essai clinique permettant de valider cette méthode débute en ce moment avec de véritables échantillons biologiques issus de personnes cancéreuses.

## Diagnostiquer les récurrences

L'application visée à court terme concernerait surtout les récurrences. *"Une fois que quelqu'un a eu un cancer, on sait quelles sont les altérations génétiques spécifiques de ce cancer, ce qui permettrait un suivi du patient et la détection d'une récurrence"*, indique Valéry Taly. Certains gènes de résistance aux traitements sont également connus ce qui permettra de définir la meilleure thérapeutique. Les premiers résultats sont attendus d'ici deux ou trois ans mais il faudra une dizaine d'années pour espérer l'appliquer à grande échelle sur les patients.

Si pour le moment cette méthode ne permet pas d'être généralisée à l'ensemble des cancers, la possibilité de diagnostiquer n'importe quels cancers par une simple prise de sang se rapproche.





Alexandre Varnek (à gauche) et son équipe

# La chémoinformatique : une montée en puissance chimique

**Plus de 50 millions de molécules sont aujourd'hui connues. Depuis une quinzaine d'années le domaine scientifique de la chémoinformatique qui associe la chimie et l'informatique s'est développé pour en assurer un traitement optimal.**

[Frédéric Zinck]

« **D**éjà en 1995, l'informatique était inscrite dans les cursus de chimie mais l'ensemble de cette formation ne répondait pas pour autant aux besoins spécifiques de l'industrie en particulier l'industrie pharmaceutique. C'est le constat dressé à l'époque par Alexandre Varnek\* alors professeur associé à l'Université Mendeliev de Moscou et accueilli dans le laboratoire de Modélisation moléculaire à Strasbourg. «Lors du développement d'un nouveau médicament, l'industrie pharmaceutique fonctionne par un système d'essais-erreurs sur un potentiel de départ de plusieurs millions de molécules. Les plateformes de criblage sont ainsi utilisées pour déterminer les possibles candidats médicaments mais les résultats ne sont pas toujours à la hauteur de l'investissement que cela représente. L'un des buts de la chémoinformatique est d'éliminer les candidats inutiles et donc de concentrer les recherches en amont en réalisant un criblage virtuel », explique-t-il.

## Un master, aujourd'hui encore, unique en Europe

Une démarche qui prend tout son sens quand on sait que 54 millions de molécules sont aujourd'hui connues, qu'il y en a autant dans le domaine privé et qu'il y a 10 puissance 60 molécules potentielles à synthétiser. Il est devenu primordial de développer une approche qui permette de sélectionner plus précisément les molécules à tester : le DESS Informatique appliquée à la chimie qui deviendra par la suite le master professionnel Chémoinformatique voit le jour en 2001 sous l'impulsion d'Alexandre Varnek qui, entre-temps, s'est installé à Strasbourg et est devenu professeur. Les étudiants recrutés sont issus des filiè-

res chimie, physique-chimie et biochimie. Au cours du master, ils poursuivent leur formation en chimie à laquelle s'ajoute une formation en informatique et en chémoinformatique. « Cette dernière ne correspond pas à une association de différents domaines scientifiques existants, mais il s'agit bien d'un nouveau domaine de la chimie théorique qui s'ajoute à ceux de la chimie quantique et de la modélisation moléculaire. Chacun de ces domaines « voit » la molécule selon une approche spécifique et complémentaire des autres », explique Alexandre Varnek. Les étudiants acquièrent ainsi des compétences dans le stockage de données chimiques sous forme de base de données et dans leur traitement. Ils deviennent capables d'organiser les données chimiques et de créer des outils d'extractions de connaissances chimiques. Pour ce faire, des modèles mathématiques complexes qui lient les propriétés (biologiques, physiques...) des molécules à leur structure chimique sont élaborés. Ces modèles ont de nombreuses applications. Ils permettent, entre autre, d'aider à élaborer ainsi des molécules possédant des caractéristiques précises ou encore de prédire les propriétés physico-chimiques de molécules à « découvrir » à partir des informations d'une banque de données. Ainsi chaque sujet de recherche ou chaque contrat avec l'industrie pharmaceutique nécessite la création de nouveaux modèles mathématiques capables d'extraire une connaissance particulière à partir d'une base de données spécifiques. « La chémoinformatique va devenir incontournable pour prendre des décisions en amont et prédire les propriétés des nouvelles molécules car nous ne pourrions ni tout tester ni tout synthétiser », conclut Alexandre Varnek.



## La chémoinformatique à l'université en quelques dates

- ★ **2001** Création du DESS Informatique appliquée à la chimie
- ★ **2005** Le DESS devient master professionnel Chémoinformatique
- ★ **2006** Création du master recherche en Chémoinformatique
- ★ **2007** Création d'une société française de chémoinformatique à Strasbourg
- ★ **2010** Création du master *In silico drug design* (conception de médicament assistée par ordinateur) en cohabilitation avec l'Université Paris Diderot et avec l'étroite collaboration du docteur Gilles Marcou, maître de conférences à l'Université de Strasbourg
- ★ **2011** Création du Groupement de recherche en chémoinformatique (GDR 3418)

\* Directeur du laboratoire d'infochimie (Institut de chimie de Strasbourg - UMR 7177 - Unistra/CNRS)

# La pauvreté étudiante : mythe ou réalité ?

“Ça coûte  
vachement cher  
les études !  
Et pourtant,  
moi je faisais gaffe.  
J'étais un de ceux  
qui étudiaient  
le moins”.  
Coluche,  
Extrait du  
sketch  
L'Étudiant –  
1980



Comment les étudiants se débrouillent-ils pour se loger, se nourrir, se soigner ? À quelles difficultés sont-ils confrontés ? La précarité est-elle en augmentation ? Peut-on s'en sortir lorsque l'on doit mener de front des études et une activité rémunérée ? Quels sont les recours en cas de nécessité ? En bref, quelles sont les conditions de vie de ceux et celles qui font des études à Strasbourg et se sont-elles dégradées ? 34 %, soit un tiers environ des étudiants strasbourgeois, estiment en 2011 qu'ils sont dans des situations financières "difficiles ou très difficiles". Cet indice, plus élevé que la moyenne nationale (28,4 % en 2010), interpelle et mérite que l'on se penche sur les raisons de cette insatisfaction et sur ses caractéristiques locales. Ce dossier s'appuie sur des chiffres, des constats, quelques témoignages... En mettant en lumière des réalités de la vie quotidienne des étudiants strasbourgeois, il tord sans doute aussi au passage le cou à certaines idées reçues.

> Lire la suite page 8





> Suite de la page 7

Les cursus de formations proposés à Strasbourg y attirent de plus en plus d'étudiants de toutes les régions de France et de tous les pays du monde. Strasbourg a pour particularité de compter plus d'étudiants décohabitants\* que les autres villes universitaires de France (sauf Paris). Les besoins en logement étudiant y sont donc particulièrement importants, la première année d'étude concentrant le maximum de difficultés pour qui arrive d'ailleurs (cf. page 9).

Autre spécificité, le taux d'étudiants étrangers et de ressortissants communautaires y est également plus élevé qu'ailleurs : 27,3 %, soit plus d'un quart de l'ensemble des étudiants. Les étudiants étrangers sont soumis à des tracasseries administratives, la carte de séjour ne leur étant parfois délivrée qu'au printemps suivant leur arrivée, ce qui les empêche entretemps d'exercer une activité rémunérée et hypothèque aussi lourdement la réussite de l'année universitaire, alors que le nombre d'années pour obtenir un diplôme est limité (5 ans maximum pour une licence, par exemple)... Mohamed, en master d'Économétrie, résume : "Sans logement au début : c'est la galère. Si on perd les premiers mois on est perdu, si on enchaîne les échecs, cela devient compliqué". Lui-même a passé une semaine à l'hôtel, à son arrivée en 2005, avant de se connecter avec une association de Guinéens de Strasbourg, qui l'a aidé dans ses démarches administratives et à trouver une chambre à 100 euros pour quelques mois. Il a même pu négocier avec son propriétaire pour ne payer une partie du loyer que l'année suivante. Si le recours à la communauté d'origine constitue une aide pour certains, les étudiants souhaite-



Lire la suite page 10 >

# Mener l'enquête

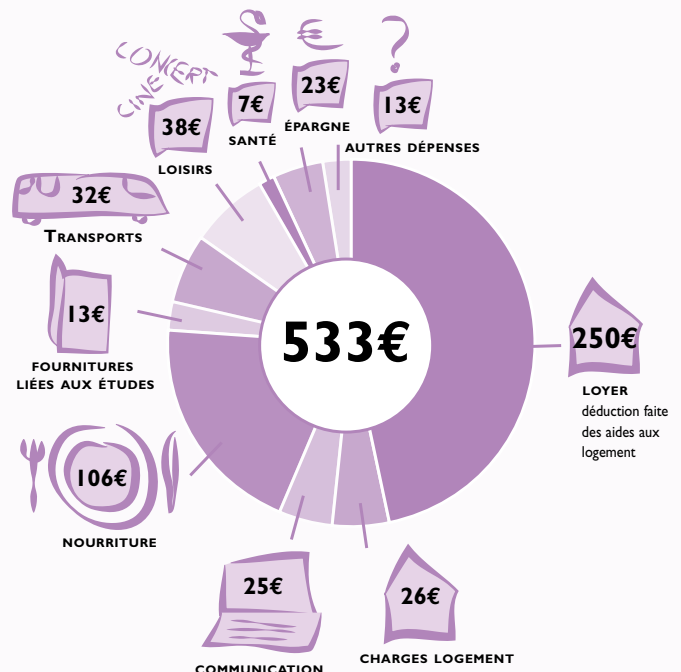
[Myriam Niss]

Pour mieux connaître les étudiants strasbourgeois, l'AFGES réalise annuellement depuis 2008 un gros travail d'enquête, qui devrait permettre aussi de fournir aux décideurs politiques et universitaires les données nécessaires à la mise en œuvre de nouvelles mesures concernant les étudiants. Réalisées en partenariat avec le département de démographie de l'Université de Strasbourg et la Mutuelle générale des étudiants de l'Est (MGEL), ces enquêtes annuelles sont thématiques (logement, accompagnement des études, étudiants étrangers...). Tous les 4 ans, elles visent à donner une vision d'ensemble de la situation locale des étudiants avec une enquête générale comparable à celle de l'OVE (Observatoire de la vie étudiante, au niveau national). L'ensemble des étudiants inscrits dans les formations d'enseignement supérieur constitue le champ de ces enquêtes (dont 77 % d'universitaires). L'enquête 2011, portant sur les conditions matérielles et la vie nocturne des étudiants (ce dernier aspect a été pris en compte cette année à la demande de la Communauté urbaine de Strasbourg), comportait 97 questions. 2 000 questionnaires sur papier ont été diffusés avec l'aide de quatre agents enquêteurs recrutés à cet effet et on pouvait aussi y répondre en ligne, grâce à un lien direct sur le site de l'AFGES. 1 241 réponses exploitables ont été retournées. Dans les conclusions de ces enquêtes figurent aussi, lorsque cela est pertinent, des comparaisons avec les chiffres de l'OVE : c'est ainsi qu'ont pu être soulignées certaines spécificités locales, comme le taux d'étudiants étrangers ou encore la proportion plus élevée d'étudiants décohabitants\* que dans les autres villes universitaires de France.

## Chiffres moyens mensuels des dépenses d'un étudiant

### Pour les décohabitants

\* c.-à-d. les étudiants qui n'habitent pas chez leurs parents



Source : enquête 2011, Les conditions matérielles des étudiants, AFGes, CUS, MGEL et Département de démographie de l'Unistra.



# Logement : les étudiants s'adaptent

À la question : "Vous habitez chez vos parents ?", près de 75% des étudiants strasbourgeois répondent non. À l'origine de cette situation, la forte attractivité des filières proposées dans la capitale alsacienne, notamment pour les étudiants étrangers. Pour l'Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg (AFGES), ce fort taux de décohabitation, plus de dix points au-dessus de la moyenne nationale, impose de faire du logement étudiant une priorité.

[Manon Corbin]

Décohabiter, c'est-à-dire quitter le cocon familial pour faire ses études, implique de trouver un logement à soi. Les solutions sont multiples, avec un coût et un confort variables. Qui habite où, pour combien et avec quelles ressources ? Des questions que pose régulièrement l'AFGES aux étudiants strasbourgeois. Entre 2008 et 2011, le loyer moyen déboursé par les étudiants décohabitants se serait stabilisé à 371 euros charges comprises. Dans un contexte de hausse des loyers (+3,7 % pour les studios à Strasbourg entre 2009 et 2010 ; même si Strasbourg reste parmi les grandes villes étudiantes les moins chères selon *location-etudiant.fr*), ce résultat témoigne d'un changement des comportements visant à réduire les dépenses. Alors que 9 % des étudiants interrogés en 2008 occupaient un logement du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires de Strasbourg (CROUS), solution parmi les moins onéreuses, ils sont 14 % en 2011. Les chambres universitaires (deux-tiers de l'offre CROUS) représentent pourtant le type de logements qui génère le plus d'insatisfaction : exigüité, vétusté et surtout absence de sanitaires individuels. Une situation en voie d'amélioration avec la rénovation progressive des cités U. Mais la hausse des loyers consécutive (jusqu'à 80 euros de plus par mois) pourrait faire fuir les étudiants. "Si les prix du CROUS se rapprochent de ceux du privé, où est la mission sociale ?", s'interroge l'AFGES. Deuxième tendance : en 2011 près de 35 % des étudiants décohabitants déclarent partager leur appartement, en couple ou en colocation. Une alternative qui permet de bénéficier d'une surface confortable tout en réduisant le loyer de chacun des occupants, malgré le plafonnement des aides au logement. Sophie, étudiante en master de Sciences de l'éducation, originaire du sud de la France, a trouvé ses trois colocataires sur internet et leur appartement cosu de 150 m<sup>2</sup> par agence immobilière. Chacun paie 315 euros par mois : "Moins cher qu'un studio, l'ambiance en plus". Si certains propriétaires sont encore réticents, d'autres y voient l'opportunité d'augmenter leurs revenus. Anaïs, en master de Théâtre, partage une maison avec quatre colocataires : une cuisine commune, deux salles de bain et cinq chambres à 375 euros, soit une rentrée mensuelle de 1875 euros pour le propriétaire.

## Colocation : l'alternative

La colocation est une alternative que l'ancienne ministre de l'Enseignement supérieur, Valérie Pécresse, souhaitait faciliter en proposant un bail spécifique. Une option qui lèverait le frein de la caution solidaire, engageant chaque colocataire à payer pour les autres. Pour l'AFGES, il s'agirait aussi de développer la "colocation sociale" au sein des cités U. Quant au "logement intergénérationnel", un type de colocation senior/étudiant, il reste pour l'instant anecdotique dans les pratiques relevées par les enquêtes de l'AFGES. Autre solution encouragée par Valérie Pécresse : la construction de résidences privées, pour compléter l'offre du CROUS et ainsi doubler le nombre de logements réservés aux étudiants d'ici 2020. Pas tout à fait une mesure sociale. Alya, arrivée de Paris pour sa thèse, a fait le choix de la résidence privée, par manque de temps. Elle occupe un meublé de 19 m<sup>2</sup> pour 480 euros par mois : "Si je n'avais pas obtenu un emploi salarié, j'aurais déménagé". Environ 20 % des étudiants qui déménagent en cours d'année le font pour des raisons économiques. Ce sont les étrangers les plus concernés. Dans leur recherche de logement, ils sont aussi régulièrement confrontés à des difficultés liées à la caution et au dépôt de garantie. Pour l'AFGES, les étudiants issus des classes moyennes subissent aussi les inégalités sociales : ni bourse, ni logement CROUS et aucune exonération. L'obligation de verser un dépôt de garantie et de s'acquitter de la taxe d'habitation grève un peu plus leur budget. Une problématique que le nouveau ministre de l'Enseignement supérieur, Laurent Wauquiez, a semblé vouloir prendre en considération en annonçant fin août la généralisation du "passport logement étudiant"\*... mais pas avant la rentrée 2012. En attendant les étudiants s'adaptent, comme ils peuvent.



## Comment se répartissent les étudiants dans les différents types de logements ?

- ❖ 19,1 % des étudiants décohabitants occupent **une chambre, de 9 m<sup>2</sup>**, pour un loyer de **149,40 euros**
- ❖ 39,1 % des étudiants décohabitants occupent un **studio, de 22 m<sup>2</sup>**, pour un loyer de **388,30 euros**
- ❖ 23,1 % des étudiants décohabitants occupent un **2 pièces, de 45 m<sup>2</sup>**, pour un loyer de **493 euros** par étudiant
- ❖ 12,4 % des étudiants décohabitants occupent un **3 pièces, de 70 m<sup>2</sup>**, pour un loyer de **427,30 euros** par étudiant
- ❖ 6,3 % des étudiants décohabitants occupent un **4 pièces ou plus, de 105 m<sup>2</sup>**, pour un loyer de **303,80 euros** par étudiant

Source : enquête AFGES, *Le logement des étudiants strasbourgeois*, septembre 2009.

Le loyer moyen par étudiant diminue à partir du 3 pièces : c'est l'effet de la colocation. Près de 73 % des étudiants décohabitants déclaraient en 2009 percevoir des aides au logement, pour un montant moyen de près de 150 euros.



> Suite de la page 8

raient surtout une meilleure coordination des services. L'AFGES propose la création d'une instance de liaison entre tous les acteurs, les établissements, la Préfecture, les associations... et la garantie de pouvoir mener à terme l'année universitaire dans laquelle l'étudiant est inscrit, pour éviter les expulsions qui surviennent souvent en pleine année universitaire, avant même les sessions de rattrapage.

### Colmater les urgences

Le budget moyen d'un étudiant strasbourgeois est proche de 600 euros. 70 % des étudiants déclarent toucher des versements de leur famille (en moyenne, 371 euros par mois), 57 % ont une aide de la collectivité (bourses d'études, ou sur critères sociaux...) dont le montant moyen est de 285 euros. "Les bourses d'État sont des aides à la famille et il y a des étudiants qui ne peuvent en bénéficier, alors qu'ils en auraient vraiment besoin. Le système d'attribution a été amélioré depuis 5 ans. Mais il arrive que, pour des étudiants



étrangers, des bourses annoncées ne soient pas honorées. Nous disposons aussi d'un fonds national d'aide d'urgence qui permet de mieux coller à la réalité : un étudiant à l'indépendance avérée (prouvée par le fait qu'il ou elle a travaillé pour au moins 3300 euros pendant les 12 derniers mois) peut toucher une aide de 4370 euros par an. Mais cette aide n'est pas systématique et fait l'objet d'un examen par une commission qui statue au vu du dossier", explique Marie-Odile Brette, responsable du service social du CROUS, dont les six assistantes sociales, présentes dans quatre lieux de permanence sur les campus de l'Esplanade et d'Illkirch ont reçu, en 2010, 2937 étudiants pour 7000 entretiens. Les problèmes matériels et d'intendance constituent le gros des préoccupations de début d'année. "Quitter le cocon familial pour suivre des études correspond à un rite de passage parfois difficile. Il arrive de plus en plus souvent que les familles ne veuillent ou ne puissent plus suivre financièrement... L'étudiant

Lire la suite page 11 >



# Une santé qui rime avec précarité ?

**Alors que les études sont souvent perçues comme une période d'insouciance et de liberté avant l'entrée dans la vie active, les étudiants doivent aujourd'hui faire face à une toute autre réalité... Avec un budget de plus en plus serré, ils font souvent le choix de mettre de côté leurs dépenses alimentaires et de santé. Deux récentes enquêtes nationales<sup>(1)</sup> se sont penchées sur cette problématique et pointent du doigt de réelles difficultés des étudiants à se soigner.**

[Élodie Legrand]

Les chiffres sont édifiants : en 2011, 15 % des étudiants strasbourgeois n'ont pas consulté de médecin au cours des 12 derniers mois. Difficultés à obtenir un rendez-vous, dépassements d'honoraires, les raisons sont diverses. Un étudiant sur 5 explique avoir renoncé à des soins ou traitements médicaux pour des raisons financières. À Strasbourg, selon l'AFGES, 18 % n'ont pas de complémentaire santé (contre 13 % en 2005 selon l'IFOP/LMDE) : c'est trois fois plus que la moyenne de la population. À Strasbourg, le SUMPS<sup>(2)</sup> propose gratuitement de nombreux services, allant des examens de médecine préventive à la gynécologie en passant par les vaccinations, etc. Le Dr Corinne Clarac qui dirige la structure, précise : "Nous sommes au service des étudiants pour répondre à leurs demandes. Dans la plupart des cas, nos médecins et infirmières apportent une solution. Sinon nous les orientons vers une structure médicale ou hospitalière". L'AFGES<sup>(3)</sup> est également un interlocuteur privilégié pour les étudiants en difficulté. Flore Seguin, sa première vice-présidente, ne cache pourtant pas qu'il est difficile de les sensibiliser aux questions de santé. Interventions en amphithéâtre et opérations de sensibilisations, les efforts sont nombreux mais peu suivis d'effets...

### Une période de mal-être ?

38 % des étudiants ont ressenti un sentiment de déprime dans les 12 derniers mois et 12 % affirment avoir eu des idées suicidaires. Organisation de l'emploi du temps, orientation, éloignement familial ou problèmes financiers... les origines du mal-être étudiant sont bien connues et pourtant les services d'aide psychologique universitaires sont rares. À Strasbourg, le CAMUS<sup>(4)</sup> existe depuis 1996 et propose des consultations spécialisées. En 2010, plus de 600 étudiants ont ainsi été reçus. Alcool, stupéfiants, mauvaise alimentation, le mode de vie étudiant est souvent mis à mal. Alors que les chiffres démentent plutôt ces excès, le Dr Clarac et Flore Seguin observent tout de même une nette tendance en soirée à l'alcoolisation à jeun "pour être ivre plus rapidement". Au final, même si la situation empire d'année en année et que l'arrivée dans les études ressemble de moins en moins à une parenthèse enchantée, 95 % des étudiants français affirment être en bonne santé<sup>(5)</sup> (mais seulement 84 % à Strasbourg).

(1) Enquêtes IFOP/La mutuelle des étudiants (LMDE) et CSA/Union nationale des mutuelles étudiantes régionales (USEM) Mai 2011

(2) Service universitaire de médecine préventive de Strasbourg

(3) Association fédérative générale des étudiants de Strasbourg

(4) Centre d'accueil médico-psychologique universitaire de Strasbourg (service du SUMPS)

(5) Enquêtes USEM (2009) et AFGES/conditions de vie des étudiants - Septembre 2008



&gt; Suite de la page 10

fait alors l'apprentissage de l'autonomie, parfois de la solitude... il doit compter sur lui-même. Certains vivent dans une grande précarité. Les étudiants étrangers, dont la majorité ne bénéficie pas de bourses, sont encore plus isolés, globalement plus démunis..."

### Le foyer d'étudiants : le bon plan contre le blues de l'étudiant fauché et esseulé ?

Le FEC (Foyer de l'étudiant catholique à Strasbourg), par exemple, loge 154 étudiants, dont 60 en chambre double, ce qui revient au départ moins cher (230 euros par personne, contre 380 euros en chambre simple, l'allocation logement de la CAF, d'environ 90 euros, étant déductible) mais se révèle aussi souvent comme un plus de convivialité. "Pas de famille sur place, cela implique d'avoir des amis...", explique Daniel, hongrois, en master d'Informatique, qui a passé d'abord un an au FEC en tant que "volontaire", le temps d'apprendre le français, puis y est resté comme résident. La formule du foyer a ses avantages : les étudiants y trouvent écoute, disponibilité, informations... "Certains étudiants sont très peu informés, ils ne connaissent pas les services de médecine préventive, ne savent pas comment se faire rembourser leurs soins... (cf. p. 10) Et la mise en place d'un service d'accompagnement à la gestion de l'argent ne serait pas superflue", observe Étienne Troestler, directeur-adjoint. Le FEC enregistre par ailleurs une baisse de fréquentation de son restaurant universitaire, au profit peut-être des multiples établissements de restauration rapide qui essaient le quartier ? "Ce qui montrerait bien que les conditions financières ne sont pas les seuls critères... Mais c'est aussi parce que, rentabilité des salles de cours oblige, les horaires sont devenus tellement imprévisibles que beaucoup d'étudiants n'ont plus le temps de manger !", constate Jean Luc Hiebel, directeur du FEC, qui enseigne aussi le droit canonique à l'Université de Strasbourg.

### Manger, un problème de temps ?



Effectivement, plus de la moitié des 39 % d'étudiants déclarant en 2008 "ne pas manger à leur faim" l'imputaient au manque de temps, alors qu'un peu plus d'un tiers seulement le

# Travailler, c'est trop dur...

En 2011, 65 % des étudiants strasbourgeois exercent une activité rémunérée toute l'année et/ou pendant les vacances scolaires, toutes formations et âges confondus. Cette proportion est sensiblement la même qu'en 2008 (elle était de 66 %) et reste inférieure au taux national (quasi 75 % en septembre 2010). Plus les étudiants avancent en âge, plus ils travaillent : au-delà de 25 ans, le taux monte à plus de 68 %. En moyenne, les étudiants travaillent 13 heures par semaine\*.

[Myriam Niss]



Pour trouver les jobs qui permettent de concilier études et subsistance, certains mettent tout en œuvre, de Pôle Emploi aux entreprises d'intérim en passant par les petites annonces de la PQR (presse quotidienne régionale), le site *jobetudiant.net* et le bureau des emplois temporaires du CROUS (la déclinaison locale d'un logiciel national propose en ligne environ 700 emplois par an), mais aussi des services de

l'Unistra : l'Espace Avenir avec son site stage-emploi et le Service de la vie universitaire et son service Jobs. "Le CROUS recrute lui-même quelques dizaines d'étudiants chaque année, notamment dans les résidences et les restaurants universitaires", précise Nicolas Gsell, responsable de la division de la vie étudiante. Mais, de l'avis de beaucoup, le bouche-à-oreille et la débrouille personnelle sont les plus efficaces. "Je suis allé directement sur les marchés pour proposer mes services aux agriculteurs : recruté par un producteur bio, je travaillais tous les samedis de 7h à 14h. C'était parfaitement compatible avec mes études d'architecture avec, en prime, la découverte des légumes et des relations humaines", se félicite rétrospectivement Corentin, qui a aussi été gardien vacataire de différents musées de la ville. D'autres ont moins de chance : Johanna, en DUT d'information et communication, a envoyé des CV cette année à une multitude d'employeurs, du fast-food américain au géant suédois du meuble en kit... "Même si je me dépêche de postuler dès que j'ai l'info, c'est toujours pourvu quand j'arrive", se désole-t-elle. Les gardes d'enfants (14,7 %) et les cours particuliers (12 %) représentent ensemble plus d'un quart des emplois exercés pendant l'année. L'université en recrute environ 10 % en vacation ou stage (bibliothèques, accueil, Journées portes ouvertes...). Les métiers de la restauration (plonge pour les garçons, service pour les filles !) offrent des possibilités. Certaines filières donnent accès à des emplois temporaires qui contribuent de plus à la formation : des étudiants en démographie sont recrutés pour le recensement ou des enquêtes, des étudiants en médecine assurent des gardes de nuit... Un point commun à tous ces jobs : leur salaire horaire dépasse rarement le SMIC. Les étudiants étrangers ont globalement plus de mal que les autres à trouver des emplois car les *a priori* ont la vie dure, mais aussi par manque d'information et de contacts. La meilleure stratégie pour être introduit dans une entreprise est d'être présenté par quelqu'un qui est déjà dans la place. Voire de prendre sa succession, comme c'est le cas d'Abdelkader, en master de Langue, littérature et linguistique, originaire du Nigeria : "J'ai cherché du travail en vain pendant 6 mois. Par chance, je partageais une chambre au FEC et mon colocataire, qui quitte Strasbourg, m'a légué son emploi dans un restaurant ! Le fait qu'il m'ait présenté à son patron a été déterminant". Au travail, ils doivent s'accrocher : recruté comme ouvrier dans une choucrouterie un peu éloignée, Mohamed s'est levé tous les jours à 5h du matin pendant une année entière pour aller prendre son car place des Halles. Étudiant en économie, son activité lui a même fait perdre un semestre, un risque quand la fatigue prend le dessus. Même si l'université est tenue d'aménager les horaires d'un étudiant salarié qui se signale, près de la moitié des étudiants qui travaillent estiment que leur emploi nuit à leurs études.

\* Chiffres : Enquête sur la vie étudiante, AFGES, septembre 2010 et septembre 2011.

## Dossier

&gt; Suite de la page 11

mettent sur le compte du "manque d'argent". Pour Corentin, faire des repas équilibrés est avant tout une question d'organisation. Il complète sa bourse de 220 euros par mois par une activité salariée (cf. p. 11) ayant besoin d'au moins 600 euros mensuels en tout, ses études d'architecture lui demandant d'acheter des fournitures, du carton, du papier... "J'ai fréquenté le resto U, ça permet de manger diversifié, c'est un bon système. Mais quand on vit en colocation, on préfère se faire à manger. On achète en commun des sacs de riz de 10 kg. Pour la nourriture, je dépense environ 130 euros par mois, je pourrais même y mettre un peu moins, mais je fais attention à ce que je mange..." Il n'hésite même pas à aller de temps en temps faire des courses de produits basiques de l'autre côté de la frontière, où ils sont moins chers. Pour dépanner ceux qui ont vraiment du mal



à se nourrir, le CROUS dispose d'aides alimentaires, sous forme de cartes chargées de l'équivalent de 70 euros en tickets de resto U, une aide ponctuelle qui peut intervenir au maximum trois fois. L'association Abribus, qui distribue des repas d'octobre à mai, recense peu d'étudiants, ou du moins de jeunes identifiés en tant que tels, qui s'y rendent pour manger... Une grosse partie de ses bénévoles, par contre, est composée d'étudiants. Quelques étudiants viennent aux petits déjeuners gratuits et à la remise de colis alimentaires de l'association Caritas. Ils y sont généralement envoyés par des assistantes sociales et les étudiants étrangers sont les plus concernés. Caritas a d'ailleurs en projet la création d'une antenne étudiante, tout en se posant des questions sur le fait de "labelliser" ce type d'aide. "Le resto U à trois euros, c'est déjà énorme pour certains, nous leur faisons alors des prescriptions pour qu'ils puissent manger aux 7 Pains, notre restaurant social", précise Liza de Turckheim, responsable de l'Espace d'Accueil, qui constate tout de même que "les étudiants ont du mal à aller vers les associations caritatives".

[Myriam Niss]

ET POUR 20€ DE PLUS,  
CHÉRI, JE TE FAIS UN  
RÉSUMÉ ET UN  
COMMENTAIRE DES  
ŒUVRES DU MARQUIS  
DE SADE !!!



## Prostitution des étudiants : marginale mais réelle

**"Étudiante coquine", "Novice dans le milieu, 19 ans", "Intelligente et discrète", sur les sites spécialisés, le mythe de l'étudiante, prostituée d'occasion, est un argument vendeur. Malgré le chiffre alarmant avancé par Sud-étudiant en 2006 ("40 000 étudiant(e)s condamnés à la prostitution"), le phénomène semble pourtant marginal.**

[Corinne Fugler]

Isabelle, conseillère au Planning familial et au SUMPS, Service universitaire de médecine préventive, a déjà rencontré plusieurs jeunes filles qui ont un jour franchi le pas. Par nécessité financière ou par esprit de revanche, en réaction à une éducation très stricte. Des jeunes filles, précise-t-elle, qui avaient grandi dans un climat de violence familiale et portaient en elles "quelque chose qui n'avait pas été réglé". Isabelle Collot, permanente à Strasbourg du Mouvement du Nid, association qui milite pour l'abolition de la prostitution, partage cette analyse. "Le jeune qui finance son année de fac en vendant son corps, c'est un cliché. Il s'agit en réalité d'un jeune en rupture qui se prostitue au lieu de faire ses études !" Isabelle Collot a vu les pratiques évoluer avec l'essor du net. En quelques clics, une femme peut laisser une annonce sur un site spécialisé et donner rendez-vous à son futur client. En ligne, tout semble plus facile, plus sûr. Pas besoin de s'exposer en pleine rue, le net donne à l'étudiante une trompeuse impression de liberté et de sécurité. Pour sa licence de sociologie à l'Université de Strasbourg, Nastasia Hollender a enquêté sur les *escort girls* étudiantes. Elle a remarqué que celles-ci échangeaient des conseils en ligne sur divers forums avant de passer à l'acte : "Faut-il se faire payer avant ?" "Comment se protéger ?" ... L'étudiante, qui envisage aujourd'hui pour son M2 Intervention sociale de s'intéresser spécifiquement à ce milieu, souligne l'isolement des *escort girls*, qui préfèrent la confiance anonyme en ligne au soutien d'un proche. Elle a interviewé plusieurs étudiantes qui lui ont affirmé qu'elles avaient mûrement réfléchi avant de rédiger leur annonce et qu'il s'agissait pour elles à la fois de payer leurs études et de s'offrir quelques extras. Pour définir la rétribution versée par le client, elles parlent de "petit cadeau". Nastasia Hollender cite dans son mémoire Marie, qui correspond en ligne avec ses clients potentiels avant de les rencontrer, pour évaluer leur condition sociale. La sélection par l'argent rassure, tout comme le vocable d'"escort", synonyme à leurs yeux de prestation occasionnelle et haut de gamme. Marie a confié à Nastasia Hollender qu'elle économisait l'argent gagné, comme s'il s'agissait d'un salaire. Dans le bureau d'Isabelle, au SUMPS ou au Planning, les jeunes *escorts* soutiennent qu'elles renonceraient facilement à la prostitution. Mais, tout comme sa collègue du Nid, Isabelle reste convaincue que les jeunes filles retourneront sur les sites de rencontre à la première difficulté. "Cet argent facile est vite dépensé, il brûle les doigts !"



### Adresses sur Strasbourg

#### ★ Mouvement du Nid

1 quai St Jean  
03 88 32 77 67  
www.mouvementdunid.org  
mouvement@lenid67.org

#### ★ Planning familial

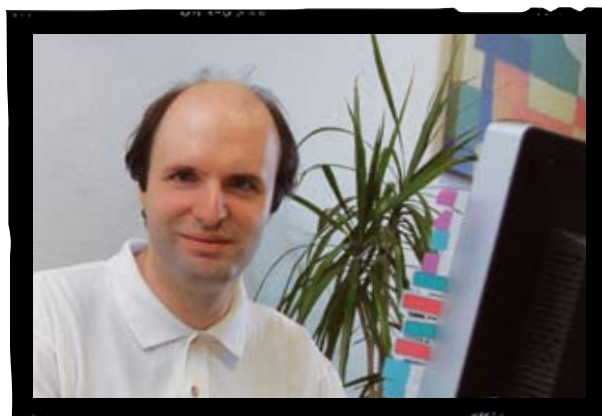
13 rue du 22 novembre  
03 88 32 28 28  
www.planning-familial.org  
mfpf67@wanadoo.fr

#### ★ Service universitaire de médecine préventive et de promotion de la santé de Strasbourg

6 rue de Palerme  
03 68 85 50 24  
http://sumps.unistra.fr



➤ Philippe Hamman



# Un grand projet urbain nommé tramway

En quoi la réalisation d'un tramway permet-elle d'analyser le projet urbain et la fabrique de la ville ? Interdisciplinaire et à entrées multiples, le livre collectif *Un tramway dans la ville* interroge les acteurs, analyse les enjeux et met en lumière les interactions entre transports et urbanisme.

[Myriam Niss]



À l'origine de cet ouvrage, un appel national à projets du Plan urbanisme construction architecture (PUCA), sur la place de la négociation dans les projets urbains de tramway. Il a

donné lieu à une convention de recherche entre le PUCA et le CRESS (Centre de recherches et d'étude en sciences sociales - EA 1334) de l'Université de Strasbourg avec la participation de la Jeune équipe de recherche AMUP (Architecture, morphogenèse urbaine et projet), commune à l'INSA et à l'ENSA. "C'est une particularité de l'Université de Strasbourg : les sciences sociales sont aussi dotées d'un département d'urbanisme et d'aménagement, ce qui permet de jouer ce type de collectif", précise Philippe Hamman, directeur adjoint du CRESS et coordinateur de l'étude. Des sociologues et des urbanistes ont donc ainsi mené ensemble, pendant deux années, un travail documentaire et de terrain sur les projets de tramway des agglomérations de Strasbourg et de Montpellier\*.

L'ouvrage s'est alimenté également des contributions de trois journées d'étude consacrées à la place des transports dans les espaces

urbains, organisées à la MISHA en 2009 avec le soutien de l'Université de Strasbourg et des collectivités locales. Mais elles n'ont pas été rassemblées uniquement pour laisser des traces ou "faire collection". "L'idée directrice de la recherche et du livre, c'est de ne pas entrer dans le dualisme classique qui oppose préoccupation environnementale et "politique de la ville", mais d'avoir une vision transversale qui englobe tous les questionnements", résume Philippe Hamman.

## Autant de perceptions que d'acteurs

Ce parti pris implique notamment que l'on s'interroge sur les différents niveaux de négociation, à l'échelle de l'habitant, du quartier, de la ville, de l'agglomération, voire au-delà. Quels sont, par ailleurs, les enjeux qui motivent les différents acteurs et institutions impliqués dans un projet de transport ? Quelle est la perception des habitants, des commerçants, des associations, des politiques... selon ce qu'ils ont à y gagner ou à y perdre ? La construction d'un réseau de tramway est prise dans une configuration complexe de protagonistes, soumise à des enjeux de sécurité, de discrimination socio-spatiale, de communication, de concertation... Du moins ne fait-elle plus débat sur le fond à Strasbourg : "Après de nombreuses discussions à l'époque de la décision, le fait de disposer d'un tramway

n'est plus remis en cause par qui que ce soit. Par contre, ce consensus fait écran à de nombreux micro-conflits, des objets de litiges possibles qui, de plus en plus, font l'objet d'anticipations". Les indemnités des commerçants pendant la durée des travaux, par exemple, répondent à ce souci... La gestion des temporalités pose, elle aussi, des casse-tête souvent complexes : comment assurer un équilibre lorsqu'elles se contredisent ? En effet, les étapes sont tributaires à la fois d'échéances politiques, car l'élu doit "montrer" des réalisations avant la fin de son mandat, des échéances techniques imposées par le bureau d'études, les travaux du chantier et des contraintes sociales qui impliquent notamment de scander (même parfois de manière artificielle) l'évolution du chantier, afin de prouver au public que "les choses avancent"...

★ **Le tramway dans la ville. Le projet urbain négocié à l'aune des déplacements, sous la direction de Philippe Hamman, Presses universitaires de Rennes, 2011.**

\* À noter que la comparaison entre les façons dont les deux métropoles ont "négocié" ces projets de transports urbains est particulièrement intéressante : le premier chapitre du livre, consacré à l'analyse des journaux municipaux dans les deux villes, est explicite à ce sujet : "À Strasbourg, on a fait le choix d'intégrer le tram dans la ville alors qu'à Montpellier, le tram existe par lui-même".



Caroline Dreyer-Rigot

## Conectus Alsace change de braquet pour accélérer l'innovation

**Fort de son succès, Conectus Alsace devient une SATT (Société d'accélération de transfert de technologies). À la clé : de nouveaux moyens juridiques et financiers pour l'innovation en Alsace. Explications.**

[Jean de Miscault]

**E**n 2010, Conectus Alsace a enregistré 212 contacts d'entreprises et de partenaires en quête d'innovation. Parmi eux, 92 étaient des "vraies" demandes adressées à des laboratoires de recherche publics. 30 ont débouché sur des rencontres entre une entreprise et un laboratoire. Et 11 projets ont été contractualisés.

Créée en 2006, pour permettre aux entreprises d'accéder aux innovations issues de la recherche publique alsacienne, Conectus Alsace a atteint une belle vitesse de croisière. Selon un principe simple : la coopération entre tous les opérateurs de la recherche publique en Alsace (CNRS, Inserm, les universités alsaciennes, les écoles d'ingénieurs INSA et ENGEES, Hôpitaux universitaires de Strasbourg). "Aujourd'hui, explique Caroline Dreyer-Rigot, secrétaire générale de Conectus Alsace, nous avons développé une bannière unique. Quand on parle valorisation de la recherche, nous avons mis fin au morcellement".

La réussite de Conectus Alsace, c'est aussi la création d'un fonds de maturation, qui, en quatre ans, a permis de financer 41 projets d'entreprises, donnant lieu à la création de 12 start-up mobilisant 4,5 M €. "Ce fonds, c'est

notre petit bijou, insiste la secrétaire générale. Il permet de financer la preuve de concept des innovations, de réaliser des prototypes. C'est unique en France : on finance la part de risque qu'aucune entreprise ne voudrait prendre à sa charge".

### De la bannière au guichet

Et comme le succès attire le succès, Conectus Alsace vient d'être retenu, parmi cinq lauréats en France, dans le cadre du programme Investissements d'avenir, pour devenir une Société d'accélération de transfert de technologies (SATT) à l'horizon 2012. C'est une manière de récompenser "le dynamisme des acteurs alsaciens, et leur capacité à accélérer le développement économique par la recherche et l'innovation", se félicite Caroline Dreyer-Rigot. Concrètement, que va apporter le passage de Conectus Alsace en SATT ? Essentiellement trois atouts majeurs. Des moyens juridiques, des moyens financiers et une méthode. Jusqu'à maintenant, Conectus Alsace était une sorte de sas, sans personnalité juridique, qui permettait d'ouvrir des portes, celles des labos. Avec la SATT, Conectus Alsace devient une société anonyme, dont le capital sera détenu par les

établissements partenaires, associés à la Caisse des dépôts, et acquiert donc la personnalité juridique. Non seulement elle peut ouvrir les portes, mais surtout elle peut prendre à sa charge, pour le compte des entreprises demandeuses, toute la partie administrative du dossier : gestion juridique, financière, gestion des contrats, propriété industrielle. La bannière unique devient un vrai guichet unique.

Deuxième argument et pas des moindres : les financements associés. Plusieurs dizaines de millions, qui "permettront d'amener les innovations des laboratoires plus loin dans leur développement", se réjouit Caroline Dreyer-Rigot. 95 % de ces fonds iront vers la maturation, ce qui permettra de passer de 10 projets par an à 23 projets en 2012 et 42 par an, d'ici une dizaine d'années.

Enfin, grâce à une équipe renforcée (32 personnes au lieu de 25 actuellement), Conectus Alsace professionnaliser la relation laboratoire-entreprise pour accélérer au maximum le transfert de technologies de l'un vers l'autre. "Nous étions au four et au moulin, explique la secrétaire générale. Maintenant nos clients auront à faire à des spécialistes, qui sauront répondre au mieux à leurs attentes". Pour le plus grand bonheur de l'innovation alsacienne.



### IHD boosté par le fonds de maturation

Tout a commencé dans les années 1990, au Laboratoire de neurologie cellulaire de Strasbourg, devenu l'Institut des neurosciences cellulaires et intégratives (INCI UPR 3212 - Unistra/CNRS). Après plusieurs années de recherche, l'idée est de mettre au point un diagnostic sanguin (Diagalz) de la maladie d'Alzheimer. Fin 2006, le projet intègre le fonds de maturation de Conectus Alsace et connaît une seconde vie. En 2009, le docteur Jean de Barry crée la société IHD (Innovation Health Diagnostics). L'efficacité prouvée sur des modèles cellulaires et sur des animaux, les tests sont en cours de validation sur l'homme.





# Médecin, c'est un métier



Jean Sibilia

**Réforme de la première année, développement de la pratique, revalorisation de la médecine générale : qu'en pense le professeur Jean Sibilia, chef de service en rhumatologie au CHU et doyen de la Faculté de médecine de Strasbourg ?**

[Myriam Niss]

**P**arce qu'il est persuadé que "le compagnonnage au lit du malade constitue la meilleure formation médicale" et que la médecine est un métier avant d'être une spécialité scientifique, le doyen souhaite que les étudiants soient le plus tôt possible en contact avec des situations "réelles", confrontés à de "vrais" patients. Pour lui, "dans l'idéal, même si ce n'est pas concevable aujourd'hui, les cours théoriques ne seraient dispensés que sur des sites internet et les étudiants passeraient 100% de leur temps en hôpital". Des changements concrets ont déjà eu lieu dans ce sens depuis quelques années puisque les stages hospitaliers se font maintenant à temps plein, en alternance tous les deux mois avec des périodes de cours.

Qu'en est-il de cette redoutée première année qui génère 90 % de déceptions à son issue ? C'est pour faire baisser ce taux d'échec que la Première année commune des études de santé (PAES), regroupant médecine, pharmacie, maïeutique (sages-femmes) et odontologie (dentaire), a été mise en place à la rentrée de septembre 2010. La réforme de la deuxième et de la troisième année de médecine vont suivre en 2011 et 2012. Différentes professions paramédicales vont pouvoir se préparer aussi dans le cadre d'un cursus universitaire classique, comprenant une licence et un master. "On se situe davantage dans la perspective de formations professionnalisantes, plutôt que dans une formation universitaire purement scientifique".

## Une médecine générale plus présente

"Le deuxième cycle d'études médicales va être, lui aussi, mieux adapté : dès la prochaine rentrée, il s'agit de faire une synthèse entre les matières médicales et la pratique, qui demande à être renforcée". Pour donner plus de place au temps passé avec les patients, une réduction de 5 à

10 % des heures de cours est prévue. L'autre gros chantier concerne la médecine générale, qui représente la moitié des effectifs d'étudiants se présentant à l'inter-nat, alors que les stages de deuxième cycle se font à l'heure actuelle essentiellement en CHU. "Pour mieux valoriser cette filière, une des priorités est de nous atteler à la recherche de nouveaux maîtres de stage en cabinets de ville, susceptibles d'accueillir aussi des stagiaires de deuxième cycle". De plus, si la filière universitaire d'enseignement et de recherche pour la médecine générale a bien été créée, sa mise en œuvre reste à concrétiser, notamment par le développement du nombre de postes d'enseignants affectés à cette discipline.

Se rapprocher de la pratique, être plus proche du métier, c'est prendre en compte aussi les dimensions relationnelles de la profession : "La formation à la médecine doit préparer à savoir gérer des contacts humains et pas seulement des maladies. D'où l'entrée en scène d'un module d'enseignement de la psychologie médicale et le renforcement de l'enseignement des langues vivantes", annonce Jean Sibilia, qui souhaite par ailleurs mettre l'accent sur l'accompagnement des étudiants à la recherche, "un point fort de notre université mais qui doit être développé". Toute la réflexion menée à l'heure actuelle sur la création d'une Fédération de médecine translationnelle va dans le même sens : en s'appuyant sur les meilleures équipes de recherche biomédicale, elle permettrait d'assurer une continuité entre recherche fondamentale et recherche clinique. Plusieurs licences et masters (éthique, pédagogie médicale, santé au travail...) seraient adossés à cette activité. Par ailleurs, une filière d'excellence, le cursus Médecine et Sciences, en permettant à des futurs médecins de rajouter une dimension scientifique à leur parcours, va construire des passerelles entre la médecine et la recherche universitaire.



## La Faculté de médecine en chiffres

La première chaire de médecine a été créée à Strasbourg en 1585. Aujourd'hui, la Faculté de médecine compte 5400 étudiants et 360 enseignants-chercheurs. Son *numerus clausus* (c'est-à-dire le nombre d'étudiants pouvant être admis en deuxième année d'études) est, en 2011, de 230 pour la médecine, 121 pour la pharmacie, 54 pour l'odontologie et 30 pour la maïeutique. Le palmarès mondial des meilleures universités en médecine (QS) la classe entre la 151<sup>e</sup> et la 200<sup>e</sup> place.



Les gardiens de mémoire de Jean-Paul Turmel, 1994, sculptures en acier peint - hall de l'Escharpe. "Cette œuvre issue du 1% artistique s'insère parfaitement dans l'architecture du lieu. Elle est aussi représentative du travail que je réalise qui a pour élément central la mémoire". Aude Baguet



Graffiti Street art - 3<sup>e</sup> étage de l'Atrium. "Pour certains cette fresque qui date de 1994 fait partie du 1% artistique, pour d'autres il s'agirait d'une expression artistique "sauvage" réalisée lors de la construction du bâtiment et gardée par la suite... l'enquête continue". Aude Baguet

# L'université à la recherche de ses œuvres d'art

Après le campus de l'Esplanade, c'est au tour des autres campus de l'université de réaliser l'inventaire des œuvres d'art moderne et contemporain qui s'y trouvent. État des lieux d'un processus qui court depuis 2010.

[Frédéric Zinck]



Aude Baguet

Avec 164 bâtiments répartis sur plusieurs zones géographiques, le travail est titanesque d'autant plus qu'Aude Baguet\*, en charge de ce projet au sein du Service universitaire de l'action culturelle, réalise un travail minutieux. Quand elle entre dans un bâtiment, chaque porte est ouverte et donc chaque espace inspecté à la recherche de sculpture, tableaux, esquisses, installations, maquettes... Certaines œuvres sont déjà connues et parfaitement référencées mais pour d'autres des interrogations subsistent. "Certaines personnes me posent la question : qu'est-ce que vous entendez par œuvre d'art ?" commente Aude Baguet.

**"Chaque université, chaque faculté, parfois chaque composante a eu une politique d'acquisition différente"**

Un questionnement pertinent puisque la problématique philosophique et esthétique de la définition d'une œuvre d'art est un sujet d'études toujours d'actualité. "Pour d'autres personnes, aucune œuvre n'est présente dans leur bâtiment parfois parce que leur existence a simplement été oubliée. Dans certains cas, un

travail d'enquête est également nécessaire pour déterminer l'origine exacte d'une œuvre. Nous avons déjà recensé plus d'une centaine d'œuvres et au final il est clair que la pertinence de la valorisation d'une œuvre plutôt qu'une autre se posera", précise Aude Baguet.

Pour l'heure c'est avant tout d'un inventaire dont il est question. Il s'agit de pouvoir nommer l'œuvre et l'auteur, définir les matériaux et les techniques utilisés et déterminer son origine : est-ce un don, un cadeau, un abandon, une œuvre issue du 1% artistique ? "Chaque université, chaque faculté, parfois chaque composante a eu une politique d'acquisition différente", explique Mathieu Schneider, directeur du Service universitaire de l'action culturelle, à l'origine de ce projet avec Germain Roesz, professeur en arts visuels. "Dans un premier temps cet inventaire nous permettra d'avoir une connaissance précise du patrimoine présent dans nos locaux, d'identifier clairement les œuvres et le cas échéant de les restaurer ou les sécuriser. L'université se doit d'avoir un état des lieux précis pour définir sa politique d'acquisition. Ce projet n'est pas un retour sur le passé mais bien une manière d'imaginer le futur", précise-t-il.

L'université a-t-elle l'ambition de devenir un musée ? "Nous travaillons à une valorisation du patrimoine existant et non à sa muséification. Notre ambition n'est pas de concentrer l'ensemble des œuvres en un lieu donné car ces œuvres sont chacune liées à un environnement de travail,

à un cadre de vie et doivent le rester", commente Mathieu Schneider. Cela n'empêche évidemment pas de prévoir des actions de valorisation de ce patrimoine.

**"Nous travaillons à une valorisation du patrimoine existant et non à sa muséification"**

"La première démarche sera d'installer un cartel pour chaque œuvre. Ceci ira de pair avec la création d'un site internet et, si les moyens le permettent, avec la confection d'un catalogue. Il est également envisagé de créer ponctuellement des expositions thématiques dans le cadre des Journées portes ouvertes des universités ou lors des Journées du patrimoine par exemple", développe Mathieu Schneider. Réaliser un parcours qui allierait autant l'histoire de l'art que l'histoire des sciences et faire dialoguer ces œuvres avec les collections des musées de l'université et celles de la ville est également un des projets imaginé par Mathieu Schneider. Mais avant cette phase, ouvrez vos portes à Aude Baguet.

\* Après un master en Arts plastiques, Aude Baguet a notamment travaillé pour la Ville de Strasbourg à la conception du Guide de l'art contemporain dans l'espace public.

★ Contact : [a.baguet@unistra.fr](mailto:a.baguet@unistra.fr)



## L'université et les nouveaux médias

[Frédéric Zinck]

Il y a eu la période des forums de discussion puis celle des blogs et de leurs commentaires. Avec aujourd'hui en France, plus de 20 millions d'utilisateurs de Facebook pour ne citer que celui-ci, l'entrée dans la phase "réseaux sociaux" est indéniable. Si l'Université de Strasbourg vient, il y a quelques mois de créer sa page officielle, les étudiants y sont présents depuis longtemps. Une page gérée par les différents vice-présidents étudiants est ainsi en activité depuis plusieurs années et on dénombre également de multiples pages d'associations étudiantes et de promotions de filières spécifiques. Un déploiement presque naturel quand les chiffres parlent d'eux-mêmes : 60 % des utilisateurs de ce réseau ont entre 18 et 34 ans.

Ces réseaux sociaux dépassent aujourd'hui les pratiques individuelles en se spécialisant voire en s'hyperspécialisant. Ces nouveaux médias et leurs utilisateurs ont des discours différents et émettent une information particulière en fonction de leurs "abonnés". Le réseau MyScienceWork (projet français) mis en ligne officiellement depuis quelques semaines est un réseau professionnel multilingue et multidisciplinaire à destination des chercheurs et des ingénieurs.

Son but est de rassembler des scientifiques et les faire communiquer - un peu comme le web à sa création - mais aussi d'y intégrer leur CV et leurs travaux de recherche. Son aîné ResearchGate (projet américain) également destiné aux chercheurs et scientifiques a réussi à accumuler une base d'utilisateurs de plus d'un million dans 192 pays. Les outils se démultiplient, il ne reste plus qu'à faire un choix raisonné de leur utilisation et surtout de leur pertinence.



## La Grande Guerre en ligne

**La BNU participe à un grand projet européen de numérisation de 500 000 documents originaux relatifs à la Première Guerre mondiale : Europeana 1914-1918. Cette base de données doit être entièrement en ligne le 1<sup>er</sup> mai 2014, afin d'accompagner les commémorations de la Grande Guerre prévues dans toute l'Europe.**

[Caroline Laplane]



Strasbourg en fête, Novembre 1918 décembre



Arrivée des Français par les remparts à la Porte de Schirmeck le 22 novembre 1918

**D**es témoignages, des lettres, des affiches, des images, des journaux de tranchées, des livres publiés sur la guerre, des cartes, des plans de bataille... Le champ des documents concernés par cette opération est très vaste", explique Frédéric Blin, directeur de la conservation et du patrimoine à la BNU, et responsable de ce projet pour Strasbourg. Il y aura même des livres consacrés à "la cuisine en temps de guerre". Les documents sont sélectionnés sur divers critères : leur lien direct avec la Première Guerre mondiale et - pour les documents de la BNU - avec l'Alsace, leur statut libre de droits, leur caractère "remarquable" (rareté ou unicité). Il est également nécessaire qu'ils ne soient pas numérisés par ailleurs ou par un autre partenaire du projet. 500 000 documents doivent être numérisés d'ici à mai 2014 dans toute l'Europe, par les 11 partenaires\* du projet. Un budget de 5,7 millions d'euros y sera consacré, financé à 50 % par l'Union européenne. La BNU prévoit ainsi de numériser environ 320 livres, une centaine de journaux, 2 000 documents iconographiques, 290 cartes et plans, 138 monnaies et médailles...

### Un outil pour nous aider à comprendre l'histoire de l'Europe

"Cette base de données sera naturellement un outil au service des chercheurs qui travaillent sur la Première Guerre mondiale, précise Frédéric

Blin. Mais on suppose qu'elle intéressera aussi les étudiants, les scolaires et le grand public, en cette période de commémoration. Elle sera d'ailleurs accessible à tous gratuitement, via internet". Permettant de consulter des documents qui parlent de la vie quotidienne des Européens pendant cette sombre période, la base de données Europeana 1914-1918 ouvre en effet à tous de nouveaux champs de réflexion sur l'histoire de l'Europe : par exemple, le Danemark, qui participe à la démarche, témoigne de la manière de vivre dans un pays neutre. "De même le témoignage de l'Alsace, qui occupe une place très particulière du fait de sa culture franco-allemande et de l'enjeu qu'elle représente dans ce conflit, est vraiment intéressant". Dans le prolongement de ce projet, la BNU organisera 5 journées d'étude en 2013 et 2014 sur le thème du patrimoine documentaire de la Grande Guerre, à Strasbourg, Belgrade, Copenhague, Londres et Rome.

\* Le projet Europeana 1914-1918 est piloté par le Stiftung Preussischer Kulturbesitz (Allemagne) et porté conjointement par la Bibliothèque nationale de France, la BNU, les Bibliothèques nationales centrales de Rome et de Florence (Italie), la Bibliothèque royale de Belgique, la Bibliothèque royale et nationale du Danemark à Copenhague, la British Library (Royaume Uni), la bibliothèque nationale d'Autriche, la Bibliothèque nationale de Serbie, l'Université Humboldt à Berlin, l'Institut central pour le catalogue unique et l'information bibliographique des bibliothèques italiennes.

# Radio En ConStruction



90.7 de 14h à 2h du matin,  
c'est *Radio en Construction*

**Cette annonce ne vous dit rien ? C'est celle d'une radio locale diffusée sur les ondes hertziennes et sur le net qui a commencé à émettre sous le nom de Radio Campus Strasbourg. 26 ans après sa création l'aventure continue et la programmation évolue.**

[Frédéric Zinck]

“**D**epuis son origine cette radio associative tire une part de son énergie des campus strasbourgeois et est fortement liée avec la vie de la cité”, commente Thierry Danet qui a rejoint le projet en 1989 et est devenu depuis directeur d'antenne. C'est en 1983 que cette radio émet pour la première fois depuis l'IUT Robert Schuman sur le campus d'Illkirch. Elle est alors dirigée par des étudiants et enseignants du département Carrières de l'information. Au fur et à mesure des années, les équipes étudiantes se succèdent, les programmes également. En 1996, elle prend le nom de *Radio en Construction* tout en restant associée au réseau des Radios Campus\*. “L'organisation des calendriers universitaires et le renouvellement continu des étudiants permettait uniquement de proposer une grille de programme stable de novembre à fin février. Un fonctionnement qui donnait la possibilité aux étudiants de se tester à la production radiophonique mais qui ne permettait ni aux étudiants ni à la radio de se professionnaliser”, explique Thierry Danet.

**“Radio en Construction est aujourd'hui une structure culturelle à part entière”**

À l'image de *Radio Campus Lille*, la plus ancienne, qui émet depuis 1969, les étudiants les plus motivés sont restés, se sont professionnalisés et ont pu construire une véritable ligne éditoriale. *Radio en Construction* a évolué selon le même modèle et regroupe aujourd'hui une dizaine de permanents dans des locaux au centre-ville. “Notre ambition a été de construire une structure qui s'inscrit en contre-champ des dominantes médiatiques, de travailler au fil des années à une dépollution de l'antenne pour en faire une radio de proposition esthétique. L'expérience que nous avons acquise nous permet aujourd'hui d'avoir une vraie mission de service et d'expertise. *Radio en Construction* est aujourd'hui une structure culturelle à part entière qui peut singulièrement travailler avec l'université comme avec d'autres partenaires en gardant à l'esprit que chacun possède sa propre identité. Une telle radio doit être un média qui travaille avec l'université, dans une logique de propos croisés, ce qui me semble plus riche qu'une posture de voix de l'université”, argumente

Thierry Danet. Depuis quelques années le laboratoire Art orienté son (Phonon) de l'École supérieure des arts décoratifs de Strasbourg a inscrit le projet radiophonique dans son projet pédagogique, ce qui donne lieu chaque année à une diffusion en direct des productions des élèves avec le projet *Vortex.radio* par exemple.

**Un projet radiophonique comme une complémentarité à la publication**

Ce projet de *studio mobile* développé par l'équipe de *Radio en Construction* permet la création de web-radios lors de manifestations culturelles comme c'est le cas avec le festival *Ososphère* ou encore le festival *Musica*. Sur un registre quelque peu différent, les débats de l'Agence culturelle ou encore des journées d'études comme celles sur les subcultures qui ont eu lieu en mars dernier à l'Université de Strasbourg se retrouvent également à l'antenne. “Les travaux de recherche de l'université utilisent ainsi une voie de publication particulière. Ce n'est pas une alternative à la publication mais bien une complémentarité entre différentes voies d'expressions qui doivent toutes exister sans en réduire une plus qu'une autre. Les ondes de *Radio en Construction* peuvent être un lieu partagé par l'université et les étudiants engagés dans une démarche professionnelle”, poursuit Thierry Danet. Ces propositions de “radio” où chaque structure peut gérer son contenu sont des modules qui s'articulent avec les programmes de la radio composés d'une colonne vertébrale musicale aux styles les plus variés et d'une édition radiophonique de module de propos. *Radio en Construction* est en construction permanente sur la base de l'accueil de nouveaux projets avec une ligne de conduite parfaitement claire : “Nous ne sommes pas là pour vendre du temps d'antenne mais bien pour faire exister un propos singulier”, commente Thierry Danet.

\* Le réseau des *Radio campus* porte l'acronyme IASTAR pour *International association of student television and radio*. L'association IASTAR France conduit et développe le réseau national des radios étudiantes.

★ Retrouvez toutes les fréquences sur [www.radio-campus.org](http://www.radio-campus.org)





# L'intégration désintégrée ?

Tandis que l'*Oktoberfest* de Munich<sup>(1)</sup> enivre ses premiers visiteurs, les soirées et les week-ends dits d'intégration commencent leur saison nouvelle sur tous les sites étudiants.

[Jean-Marie Gachon]

L'affaire est toujours décriée, dénoncée et redoutée par de sages et prévenantes personnes ayant généralement autorité sur ceux qui entrent nouvellement à l'université. Il se dit et il se vérifie toujours un peu que pour découvrir pour la première fois la faculté, on peut en perdre quelques-unes, ce qui n'est pas forcément élégant avouons-le. Mais voilà, que chacun se rassure ou qu'il s'inquiète davantage : lors de cette rentrée universitaire, le péril intégration sera bouté hors des campus ! En février 2011, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche communique sur ce sujet en s'appuyant sur le Rapport Daoust<sup>(2)</sup>. Des actions sont à mener afin de protéger les étudiants des dérives des week-ends et des soirées d'intégration. Comme on le sait, l'intégration en question traîne avec elle un soupçon de réputation alcoolisée, une allure débauchée et une très vilaine image de marque. Tout ça faisant désordre et incidents depuis des décennies de faluchards, une charte nationale des soirées étudiantes responsables<sup>(3)</sup> a bel



et bien été instaurée en 2007 pour valoriser les associations étudiantes dans leur engagement en faveur de la sécurité routière et de la bonne conduite personnelle. À Strasbourg aussi la réglementation cadre et encadre plus sûrement l'entreprise intégration. "C'est justement cela qui la dénature", nous dit Sophie, étudiante en mathématique. Intégrée bien gentiment durant l'automne 2010, Sophie s'est ennuyée dans cet avantage organisé qui pourtant vous fait voir les nouvelles têtes que vous croiserez dans l'année. Intégrateur en sciences de la vie depuis trois ans, Cédric affirme de son côté que l'intégration s'est ajustée à la loi, en déplaçant ses quartiers

des campus vers les bars ou dans des lofts. Fini le temps léger des culottes oubliées dans les amphis de médecine. Terminée l'époque où les poubelles du Patio dénonçaient la couleur de la nuit en dégueulant des bouteilles vides et encore tièdes. Jean-Pierre, un ancien qui en a vu d'autres, nous le dit tout net : l'université n'est plus complice de ces débordements. Étudiantes en sciences de l'éducation, Sarah et Louise ne désarment pas. Elles seront organisatrices d'un week-end d'intégration. D'abord dans le cadre obligé, en journée seulement ; puis hors les murs, dans le massif vosgien. "On fera comme à Avignon, soutiennent-elles, quand le festival off sait dévoiler de vraies surprises. Et nous, du off, on sait faire!". Comme quoi, lorsque le campus se préserve, les conduites qui l'agitaient se déplacent à peine plus loin.

(1) <http://fr.wikipedia.org/wiki/Oktoberfest>

(2) [www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid55132/mieux-proteger-les-etudiants-durant-les-week-ends-d-integration.html](http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/cid55132/mieux-proteger-les-etudiants-durant-les-week-ends-d-integration.html)

(3) [www.fage.org/fr/telecharge.php?id=/download/Fichiers/Kits\\_de\\_campagnes/Prevention/charteSR.pdf](http://www.fage.org/fr/telecharge.php?id=/download/Fichiers/Kits_de_campagnes/Prevention/charteSR.pdf)



## Attention, arbre remarquable !

[Frédéric Zinck]



À l'angle du Palais universitaire et de la rue de l'Université se dresse un arbre majestueux. Ce hêtre pourpre - *Fagus sylvatica 'Atropurpurea'* - planté au moment de la construction de l'Université historique (*Kaisersuniversität*) vers 1880 est le fruit d'une mutation naturelle qui apparaît très rarement dans des peuplements de hêtres verts. Sa couleur pourpre a fait son succès aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles dans l'ornementation des parcs paysagés. À Strasbourg, il en existe plusieurs exemplaires centenaires le long de l'axe impérial : dans les jardins à l'arrière du Palais universitaire ou sur la place de la République. Pour obtenir cette essence, les pépiniéristes ont utilisé le semis de cette variété pourpre ce qui permet d'obtenir environ deux sujets colorés pour dix graines germées, les horticulteurs ont ensuite eu recours au greffage afin de propager fidèlement le hêtre pourpre. L'absence de bourrelet de greffe au niveau du tronc nous indique que l'exemplaire présenté a sans doute été semé.

Remerciement à Frédéric Tournay - Conservateur du Jardin botanique de l'Université de Strasbourg.



# UHA-Unistra : rattachement et plus si affinités

Le 10 mai dernier, l'Université de Haute-Alsace (UHA) et l'Université de Strasbourg (Unistra) ont décidé leur rattachement. Fin de la course ou dernière étape avant la fusion ?

[Jean de Miscault]



## L'UHA en chiffres

- ★ 7861 étudiants
- ★ 580 enseignants
- ★ 1 259 vacataires
- ★ 455 personnels administratifs et techniques
- ★ 5 campus (3 à Mulhouse, 2 à Colmar)
- ★ 4 facultés
- ★ 2 écoles d'ingénieurs
- ★ 2 IUT
- ★ 1 Service de formation continue
- ★ 1 CFAU (Centre de formation d'apprentis universitaire)
- ★ 1 centre universitaire de formation d'enseignants et de formateurs
- ★ des formations bi et tri nationales européennes et internationales
- ★ 16 laboratoires structurés en 3 pôles de recherche

Par les temps qui courent, le "small" n'est plus si "beautiful". Vive le "big size"! Effet de la mondialisation, nécessité de peser dans les compétitions de toutes sortes, souci de rationalité économique, sacro-sainte rentabilité financière... tout y passe, il faut fu-sio-nner !

Déjà, lors de la création de l'Université de Strasbourg, certains s'étaient étonnés de voir l'Université de Haute-Alsace rester à quai. "À l'époque, se souvient Alain Brillard, président de l'UHA, ça paraissait trop complexe, et les politiques ne poussaient pas". Et tandis que les trois universités strasbourgeoises fusionnaient pour devenir la première université française, l'université haut-rhinoise restait toute seule... comme une grande qu'elle n'est pas.

### Tension

Et voilà que, deux ans après la naissance de l'Université de Strasbourg, on reparle de rapprochement. Regret tardif, prise de conscience, ou simplement volonté d'avancer à son rythme ? Alain Brillard penche évidemment pour la dernière hypothèse : "Il faut prendre le temps. On progressera en avançant sereinement, mais résolument". Car le président mulhousien ne nie pas qu'il existe une "tension". Une

sorte de résistance qui tient justement dans ce qui pour certains constitue la faiblesse de l'UHA : sa petite taille. "Il existe 83 universités en France. Il est clair que nous sommes parmi les plus petites", reconnaît Alain Brillard. Et alors ? "Le small, poursuit-il, c'est l'université à visage humain, un cadre plus plaisant".

Sauf que petite université peut aussi signifier petits moyens. Or, rappelle Michel Deneken, premier vice-président de l'Université de Strasbourg, en charge du dossier, "l'État ne donnera pas plus de moyens à Mulhouse". Vouloir rester soi-même sans disparaître faute de financements, voici le pari de l'Université de Haute-Alsace. Pour le tenir, deux voies semblaient possibles : un PRES (Pôle de recherche et d'enseignement supérieur) ou la fusion. La première, aux yeux d'Alain Brillard, manquait d'ambition, la seconde était prématurée. "Et, explique-t-il, on a redécouvert une troisième voie : le rattachement. Chaque entité conserve son autonomie morale, juridique et financière et collabore sur des actions définies en commun".

Et voilà comment, le 15 mars, le Conseil d'administration de l'UHA a voté le rattachement à l'Unistra, suivi par celui de l'Unistra, le 12 avril. Et, le 10 mai, les deux conseils d'administration votaient conjointement une résolution par laquelle ils "s'engagent à mettre en œuvre le rattachement de l'UHA à l'Unistra



le 1<sup>er</sup> janvier 2013". Alain Brillard imagine dix points de convergence, parmi lesquels on peut citer : la coordination régionale de l'offre de formation, le renforcement des coopérations dans le domaine de la recherche, la stratégie internationale d'attractivité, la mise en synergie des actions de communication, la gestion commune du personnel avec coordination de la politique BIATOSS.

### Ambition

Avec une exigence du côté de Mulhouse et Colmar : ne pas toucher "à l'équilibre entre formation professionnelle et générale. Nous avons un savoir-faire professionnalisant, un peu à l'allemande. C'est ce qui nous rend atypiques et nous y tenons". Et Alain Brillard d'évoquer le master de Management dans le domaine de la santé, inauguré fin juin par la ministre, Valérie Pécresse\* : il formera les dirigeants hospitaliers de demain. "Ça n'existe qu'à Mulhouse, insiste le président de l'UHA, et ça a été construit en relation étroite avec les DRH des hôpitaux".

"Ce que nous voulons, c'est tout simplement rendre l'offre de formation cohérente sur toute l'Alsace", résume, pour sa part, Michel Deneken. Rien de plus, comme pour rassurer les Haut-rhinois. Objectif : chasser les redondances ! Et le vice-président strasbourgeois précise : "L'Unistra pourrait vivre sans l'UHA. Mais l'Unistra ne souhaite pas vivre sans l'UHA. Nous avons la même mission, la même ambition".

Et la suite ? Le rattachement est-il la première étape vers la fusion des deux universités ? Pour Michel Deneken, les choses sont claires : même s'il sait que ce sera difficile et long, même s'il prend en compte le relatif éloignement géographique, les différences culturelles, "le rattachement est une étape vers la fusion. Notre défi est d'aller au bout de la démarche".

À Mulhouse, Alain Brillard est plus prudent et surtout moins pressé : "Nous ne pouvons pas mesurer aujourd'hui l'intensité de la relation qui naîtra du rattachement. Nous sommes au début d'un processus qui peut mener à la fusion. Il faut aller doucement. Vivons déjà bien l'étape du rattachement ! Ne faisons pas de la fusion un préalable !"

\*Valérie Pécresse était alors encore ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche.



## Ce qu'ils en pensent

> **Jean-Marie Bockel**, président de Mulhouse Alsace agglomération

Je suis favorable à la fusion de l'UHA et de l'Unistra depuis la loi sur l'autonomie des universités. Le rattachement est une étape, même si j'aurais préféré qu'on bouge plus tôt. Je le dis d'autant plus que j'ai soutenu l'UHA, comme maire, depuis des années, en mettant en place des financements qui ont permis de la booster. Il a fallu s'affirmer face à Strasbourg. Mon "patriotisme" mulhousien a toujours été très fort. Deux raisons me poussent à encourager la fusion : > compte tenu de la dimension mondiale de la politique universitaire, seule une université fusionnée au niveau alsacien aura la taille qui permette de développer tous nos atouts mulhousiens, > c'est une manière de préserver l'université à Mulhouse et à Colmar. L'expérimentation nous aidera à construire un schéma original pour préserver l'autonomie des campus et leur identité.

> **Philippe Richert**, ministre chargé des Collectivités territoriales, président du Conseil régional d'Alsace

Le regroupement des deux universités, après la fusion des universités strasbourgeoises, renforcera l'attractivité de l'enseignement supérieur et de la recherche en Alsace. L'UHA bénéficiera de la dynamique créée autour de l'Unistra. On ne peut donc que se réjouir de cette volonté de l'UHA et de l'Unistra de se rapprocher pour devenir un des pôles universitaires les plus puissants de France. Dans une période où la compétition est de plus en plus exacerbée (regardez l'impact du classement de Shanghai), tout ce qui permet de mieux s'organiser pour se classer en tête est bénéfique. Avec le rattachement, une première étape est franchie. J'espère que la synergie, qui s'en dégagera, permettra de lever les obstacles pour aller plus loin. C'est aux universités de définir les moyens et le tempo de leur organisation. Mais j'insiste sur les résultats obtenus ces derniers mois par l'Université de Strasbourg : un milliard d'euros, au titre des seuls Investissements d'avenir ! Ceci démontre que la réorganisation est indispensable pour jouer dans la cour des grands.

> **Charles Buttner**, président du Conseil général du Haut-Rhin

Si ce rattachement signifie mise en synergie des formations et renforcement des points forts de chacun, je n'en pense que du bien. Mais il est encore plus important de ne pas oublier la mise en réseau des universités de la grande région métropolitaine : Karlsruhe, Fribourg, Bâle, Strasbourg et Mulhouse. Est-ce une étape vers la fusion ? Quand on emploie comme objectif des mots qui sont des méthodes, on n'est plus dans la réalité. Le rattachement est une marche en avant pour mieux se connaître. Les hommes et les femmes, qui évoluent au contact les uns des autres, produisent des structures. Il ne sert à rien de faire bouger les structures pour faire bouger les hommes. Je ne suis pas pour qu'on dise d'office : il faut faire la fusion. Le Conseil général du Haut-Rhin est très engagé financièrement aux côtés de l'UHA. Si on n'avait qu'une Université de Strasbourg, je ne vois pas pourquoi nous financerions quelque chose d'extra territorial.



## Méthode

En mars 2012, la convention de rattachement sera votée par les conseils d'administration de chacune des universités. D'ici là, une cellule de coordination fera participer tous les acteurs et éviter que tout vienne d'en haut. Les deux conseils des études et de la vie universitaire, les deux conseils scientifiques, les deux comités techniques paritaires... travailleront ensemble. La convention décrira le corps des actions communes, pour une mise en œuvre le 1<sup>er</sup> janvier 2013.



# Les statues du Palais U

Strasbourg, place de l'Université, levez la tête : d'illustres hommes vous contemplant du haut du Palais universitaire...

[Fanny Del]



Photo 1 - façade Sud



Photo 2 - façade principale gauche (Sud-Est)



Photo 3 - place de l'Université, devant le Palais U



Photo 4 - façade principale droite (Sud-Est)



Photo 5 - façade Nord-Est

## V

**Photo 1** (de gauche à droite)

> **KARL GUSTAV JACOB JACOBI** (1804 - 1851), mathématicien allemand.

> **OTTO VON GUERICKE** (1602 - 1686), scientifique, inventeur et homme politique allemand.

> **JOSEPH VON FRAUNHOFER** (1787 - 1826), opticien et physicien allemand.

> **BARON JUSTUS VON LIEBIG** (1803 - 1873), chimiste allemand et fondateur de l'agriculture industrielle.

**Photo 2** (de gauche à droite)

> **MARTIN LUTHER** (1483 - 1546), moine augustin allemand, théologien, professeur d'université, père du protestantisme et réformateur de l'Église.

> **GOTTFRIED WILHELM LEIBNIZ** (1646 - 1716), philosophe, mathématicien, logicien, diplomate, juriste et philologue allemand.

> **JOHANNES KEPLER** (1571 - 1630), astronome.

> **JACQUES CHARLES FRANÇOIS STURM** (1803 - 1855), mathématicien français d'origine allemande.

**Photo 3**

> **JOHANN WOLFGANG VON GOETHE** (1749 - 1832), poète, romancier, dramaturge, théoricien de l'art et homme d'État allemand.

**Photo 4** (de gauche à droite)

> **EMMANUEL KANT** (1724 - 1804), philosophe allemand, fondateur de l'idéalisme transcendantal.

> **JOHANN CARL FRIEDRICH GAUSS** (1777 - 1855), mathématicien, astronome et physicien allemand.

> **JOHANNES PETER MÜLLER** (1801 - 1858), physiologiste, ichtyologiste et professeur d'anatomie comparée allemand.

> **FRIEDRICH CARL VON SAVIGNY** (1779 - 1861), juriste allemand.

**Photo 5** (de gauche à droite)

> **ABRAHAM GOTTLÖB WERNER** (1749 - 1817), géologue et minéralogiste allemand.

> **CHRISTIAN LÉOPOLD FREIHERR VON BUCH** (1774 - 1853), géologue allemand.

> **FRIEDRICH HEINRICH ALEXANDER, BARON VON HUMBOLDT** (1769 - 1859), naturaliste, géographe et explorateur allemand.





## Des rapaces en plein campus

Si depuis le ciel de l'Esplanade vous tombent des cris stridents, c'est bien parce que deux jeunes faucons pèlerins ont fait du campus leur premier territoire de chasse. Nés début mai sur le versant nord de la plus haute plateforme de la tour de chimie, ces deux rapaces ne sont pas encore autonomes. Leurs géniteurs les fournissent en proies transmises en plein vol, à l'arrachée. L'été suffira aux jeunes et bruyants emplumés pour achever l'apprentissage d'une chasse qui n'effraie pas encore les pigeons du secteur.

[Jean-Marie Gachon]

C'est sous la vigilance de la ligue pour la protection des oiseaux (LPO) que l'Université de Strasbourg encourage le suivi des rapaces établis depuis 2000 au sommet de son plus haut bâtiment. Elle a permis à la ligue d'y implanter deux nichoirs à faucons dans le cadre d'une politique de développement durable. Cette implantation devrait pérenniser le site de nidification, nous assure Olivier Steck de la LPO. L'avantage du nichoir, outre son sol gravillonneux qui ne retient pas l'eau, c'est de sécuriser la reproduction en limitant l'exposition aux intempéries et aux dérangements. Cette année et sur l'ensemble des couples de faucons pèlerins installés à Strasbourg, seule la nichée du campus a été fructueuse. Certes la tour de chimie n'héberge pas de drôles d'oiseaux pour la toute première fois mais, pour ne pas nuire à l'installation des rapaces et pour ne pas risquer qu'ils abandonnent les lieux, la Direction des affaires logistiques intérieures (DALI) a su reporter des travaux de vérification et limiter les accès humains aux abords du nid, histoire qu'il soit bon de vivre là-haut. Aujourd'hui chacun peut se réjouir de ces précautions, sauf peut-être quelques pigeons bisets, nichés plein sud en toute nonchalance, au sommet de cette même tour de chimie. On le voit bien : le garde-manger de nos aériens prédateurs est abondant en ville ; ça les incite à s'y établir. Avec ses cinq couples de faucons pèlerins installés en 2011, Strasbourg fait figure d'exception (deux couples à Paris et deux autres à Albi). Il est vrai qu'en ville aussi le faucon pèlerin aime à croquer du pigeon que seules des fautes de chasse en piqué sauvent parfois. Et puisque les palombes (pigeons ramiers) logeant sur le campus savent assez bien cohabiter avec leur prédateur, c'est dans les plumes du pigeon commun (le biset) que nos rapaces se régaleront le plus volontiers. Supposons alors que les volatiles gris et bleus qui roucoulent voient leurs effectifs fléchir rapidement; une telle perspective ne devrait pas navrer grand monde, puisque ces pigeons sont...des nuisibles. Reste à chacun qui porte au ciel son regard, d'ouvrir l'œil et de voir que le campus, c'est aussi la nature.

## Démocratisation du savoir et formation continue

La démocratisation de l'enseignement est un processus de longue période qui prend son ampleur, en France, avec la Révolution. Ce mouvement sera poursuivi tout au long du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Au-delà de la symbolique politique, l'augmentation continue du temps consacré à la formation dans la vie des personnes est liée à l'évolution du travail, mais aussi de la vie sociale en général.

On se représente généralement la démocratisation scolaire comme une croissance de la durée de formation initiale. Tout notre système de formation est organisé autour d'une métrique dont le pivot est le baccalauréat. La démocratisation scolaire se résume alors à une gestion de flux. Pourtant, dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, un débat s'était amorcé, sur les avantages comparés de la formation initiale et de la formation d'adultes. Ce débat a été tranché, dans le contexte de l'époque, par la loi Guizot de 1833 qui a privilégié la formation de masse des jeunes ruraux au détriment de la formation technique des adultes.

Deux siècles plus tard, nous ne sommes pas sortis de ce schéma. La démocratisation scolaire s'est traduite par une massification. Chaque université a créé son service de formation continue, mais, le plus souvent, celui-ci est resté coupé des formations initiales. Pour le reste, l'Université s'est laissée submerger par les flux d'étudiants en formation initiale.

Il faut reprendre aujourd'hui ce débat. La vocation de l'université n'est pas d'accueillir tous les jeunes bacheliers qui ne viennent souvent à l'université que par défaut. L'université est dédiée à la production, la conservation et la transmission des savoirs. Elle doit être ouverte à tous ceux qui sont en attente de savoir, à tout moment de leur parcours professionnel et social. Le développement d'une formation continue véritablement universitaire constituerait une voie authentique de démocratisation du savoir. La prolongation de la tendance actuelle ne peut en revanche aboutir qu'à la perte de l'idéal universitaire sur l'autel d'une conception mal pensée de la démocratisation.

### François Vatin

Professeur de sociologie à l'Université Paris Ouest, membre fondateur du collectif pour une refondation de l'université française

★ Contact : LPO Alsace - Sébastien Didier, chargé d'études sur les rapaces  
<http://alsace.lpo.fr>

## ➤ Claudine Berst



## Qu'est-ce qui fait courir Claudine ?

**Embauchée à 18 ans à la Faculté des sciences économiques et de gestion comme auxiliaire de bureau, Claudine Berst est aujourd'hui responsable administrative de cette même composante. Une position qu'elle a atteinte en grim pant tranquillement les échelons, réalisant ainsi un joli parcours, soutenu par un tempérament pétillant, un optimisme à toute épreuve, et une bonne dose de rayonnement personnel.**

[Caroline Laplane]

On dit que les gens heureux n'ont pas d'histoire. Et pourtant, quiconque connaît Claudine Berst sait qu'il pourrait passer des heures à l'écouter raconter les mille et une aventures de sa vie à la Faculté des sciences économique et de gestion (FSEG). Elle y travaille depuis 1975, y a occupé de nombreux postes différents, a "usé" 12 doyens, connaît la composante dans ses moindres détails et dans ses moindres recoins... et vit avec elle une véritable passion, dont l'expression se perçoit à vue !

"Après mon BEP de sténodactylo, j'ai dû choisir entre plusieurs propositions de postes : une banque, la Caisse régionale d'assurance vieillesse, les impôts et la FSEG. Mon choix s'est porté sur la fac à cause des étudiants. Leur jeunesse m'attirait, je me sentais proche d'eux. C'est vrai que j'avais 18 ans ! Mais même avec le temps, cet intérêt ne s'est pas démenti. Je suis restée à la FSEG pour eux, c'est pour eux que je veux que la fac fonctionne bien !"

Embauchée comme auxiliaire de bureau, Claudine passe rapidement le concours de sténodactylo de l'Éducation nationale tout en suivant les cours du soir de la Capacité en Droit. Elle devient alors la secrétaire du doyen et prend en charge parallèlement la gestion de tous les troisièmes cycles de la faculté, ce qui, pour son plus grand bonheur, la rapproche directement des étudiants.

### Était-ce seulement de la chance ?

Dans le même temps, Claudine construit sa vie privée. Un mari, deux filles, beaucoup de sport (elle fera du basket en compétition de nombreuses années), de nombreux engagements associatifs. "C'est une question d'équilibre : j'ai toujours adoré mon travail, je suis toujours

venue travailler avec plaisir, mais j'avais besoin que le pôle personnel de ma vie soit aussi épanouissant, intéressant. J'y ai donc toujours aussi consacré le temps et l'énergie nécessaires".

Au début des années 90, ses filles grandissant, Claudine se fixe pour objectif de passer un cap professionnel en intégrant la catégorie B de la fonction publique. Elle prépare le concours de SASU\*, qu'elle réussit en 1993. La FSEG lui propose alors de devenir l'adjointe du responsable administratif (RA), tout en prenant la direction du service de scolarité. Puis, en 2001, elle devient responsable administrative de la Faculté. "Certes, c'était un aboutissement, mais j'étais assez impressionnée, confit-elle. Cela dit, ayant été adjointe du RA pendant de nombreuses années, j'étais finalement bien préparée à faire face. Je connaissais le boulot". En 2005, c'est le résultat de cette longue évolution bien maîtrisée : Claudine passe et réussit le concours d'ingénieur d'études.

"J'ai eu beaucoup de chance dans ma vie professionnelle, estime-t-elle. J'ai été soutenue par ma hiérarchie, qui m'a fait confiance, m'a délégué des missions importantes". Mais était-ce seulement de la chance ? Sa réussite, Claudine la doit sûrement aussi à cet état d'esprit positif et ouvert qui l'a poussée sans cesse à évoluer, à apprendre, à comprendre. À son énergie aussi, dont elle se moque gentiment : "Je suis comme ça, j'ai tout le temps besoin que ça bouge. Je ne supporte pas de m'ennuyer, j'ai fait ce qu'il fallait pour que ça ne m'arrive pas !"

Alors, est-elle un exemple pour ses collègues ? "Un exemple, peut-être pas. Mais je rappelle quand-même souvent autour de moi que je suis la preuve qu'on peut partir du bas de l'échelle et progresser jusqu'en haut. Il faut certes quelques opportunités, et il faut aussi le vouloir, s'en donner les moyens".



Claudine Berst

en quelques dates



1957

Naissance à Strasbourg



1975

Entre à la Faculté des sciences économiques et de gestion (FSEG) comme auxiliaire de bureau



1976

Réussit le concours de sténodactylographe de l'Éducation nationale (catégorie C)



1993

Réussit le concours de secrétaire d'administration scolaire et universitaire\* (catégorie B) De vient adjointe au responsable administratif et responsable de la scolarité



1999

Déménagement de l'Institut Le Bel au Pôle européen de gestion et d'économie (PEGE)



2000

Réussit l'examen professionnel de secrétaire d'administration scolaire et universitaire, classe exceptionnelle (catégorie B)



2001

De vient responsable administrative de la FSEG



2005

Promue officier dans l'ordre des palmes académiques



2005

Passé et réussit le concours d'ingénieur d'études (catégorie A)